

**MAYOTTE : LA XÉNOPHOBIE  
NE POURRA PAS CACHER  
LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT  
COLONIAL FRANÇAIS**

**NFP : TOUT SAUF LES LUTTES  
IL FAUT UN PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES POUR  
PROPOSER UNE POLITIQUE OFFENSIVE AUX TRAVAILLEURS**

# RÉVOLUTIONNAIRES

**25** 9 JANVIER 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

## ÉDITORIAL

### 2025 : la barbarie impérialiste ou le socialisme révolutionnaire !

Les « Bonne année, bonne santé » ont quelque goût amer en ces premiers jours de 2025. Les projecteurs des grands médias sont braqués sur les États-Unis, où le milliardaire Trump doit entrer en fonction, flanqué du milliardaire Elon Musk comme bras droit, de J.D. Vance, poulain du milliardaire d'extrême droite Peter Thiel, comme vice-président... À la tête de l'État le plus puissant du monde, qui attise une grande partie des conflits meurtriers de la planète, entre autres celui du Moyen-Orient par son soutien indéfectible au boucher Netanyahu, on a donc une mafia de PDG milliardaires ! Elon Musk mérite une mention spéciale : il se fait ouvertement le manager des extrêmes droites en Europe, en Allemagne, en Angleterre, en Italie ou en France. Il distribue ses bons points et promet son argent à des partis réactionnaires et xénophobes, qui cultivent le racisme et les divisions qui mènent aux guerres. Aux États-Unis, il se propose de couper 2 000 milliards de dollars dans le budget, ce qui va paupériser un peu plus les plus pauvres du pays ; il voudrait faire oublier les milliards que son entreprise SpaceX reçoit chaque année de la Nasa ou du Pentagone. Au programme de ces gens-là : le démantèlement de tout ce qui peut freiner l'accumulation illimitée de leurs profits, la casse des droits des travailleurs et la destruction de tout ce qui reste de droits démocratiques et de libertés publiques sur cette planète.

SUITE PAGE 2 >>



SITE WEB : [npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org) | INSTAGRAM | X (TWITTER) | FACEBOOK : @npa\_revo | YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

| POLITIQUE                                                                                      | p. 1 à 3 | INTERNATIONAL                                                                                                                                  | p. 4 à 7                                                                                 | DOSSIER                                                                                                          | p. 8-9 | PREMIÈRES LIGNES                                                                        | p. 10-11                                                                                                                                                                                  | VIE DU PARTI                                                                                               | p. 12 à 14 | NPA JEUNES                                                                                                   | p. 16 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Éditorial</b><br>2025 : la barbarie impé-<br>rialiste ou le socialisme<br>révolutionnaire ! |          | Mayotte : la xénophobie<br>ne pourra cacher les<br>responsabilités de l'État<br>colonial français                                              | « Grand Israël » et<br>hégémonie régionale au<br>prix de destructions et de<br>massacres | <b>LES SOLUTIONS<br/>INSTITUTIONNELLES, C'EST<br/>TOUJOURS POUR CELLES ET CEUX<br/>QUI CROIENT AU PÈRE NOËL</b>  |        | Vencorex : occupation<br>levée après un doublement<br>des indemnités de<br>licenciement | Emplois menacés à<br>la Fonderie de Bretagne :<br>tous ensemble, oui...<br>mais pas avec le patronat<br>et ses larbins                                                                    | Solidarité internationale,<br>répression d'État                                                            |            | De quoi leur « guerre<br>contre la drogue » est-elle<br>le nom ?                                             |       |
| Après Barnier, au tour<br>de Bayrou de nous faire<br>les poches                                |          | Mali, Burkina Faso, Niger,<br>Sénégal, Tchad, Côte<br>d'Ivoire : l'impérialisme<br>français plie (tant mieux)<br>mais ne rompt pas<br>(encore) | Géorgie : un rêve qui<br>tourne au cauchemar !                                           | Nupes, NFP : tout sauf<br>les luttes...<br>Les illusions perdues                                                 |        | Même dans la mort, les<br>cheminots sont calomniés<br>par le pouvoir                    | Première circonscription<br>de l'Isère : ne comptions<br>que sur nos luttes contre<br>les politiques patronales,<br>racistes et sexistes et<br>votons pour la candida-<br>ture du NPA-R ! | Du 31 janvier au 2 février<br>2025 : le congrès du<br>NPA-Révolutionnaires<br>>>> tribunes des plateformes |            | Augmentation des<br>infections sexuellement<br>transmissibles dans<br>la jeunesse                            |       |
| Charlie Hebdo :<br>dix ans après                                                               |          | Syrie : l'armée des « libé-<br>rateurs » veut imposer<br>son contrôle, sous l'œil<br>des grandes puissances                                    | Russie-Ukraine : la paix en<br>24 heures, selon Trump ?                                  | Quand les syndicats se<br>veulent plus responsables<br>du focationnement du<br>capitalisme que les<br>politiques |        | Michelin : la lutte<br>continue !                                                       |                                                                                                                                                                                           | 725 000 euros entre<br>décembre 2023 et<br>décembre 2024 : des<br>souscriptions réussies !                 |            | Dans l'enseignement<br>supérieur, un nouveau<br>ministre pour une<br>politique toujours plus<br>inégalitaire |       |
|                                                                                                |          | Afghanistan : nouvelle<br>monstruosité contre<br>les femmes                                                                                    | Après la victoire<br>de Trump, Elon Musk<br>en roue libre                                | Pour un plat de lentilles...<br>sans lentilles                                                                   |        | Transports : manœuvre<br>en cours                                                       |                                                                                                                                                                                           |                                                                                                            |            |                                                                                                              |       |
|                                                                                                |          |                                                                                                                                                |                                                                                          | Un pôle des révolution-<br>naires pour proposer<br>une politique offensive<br>aux travailleurs                   |        |                                                                                         |                                                                                                                                                                                           |                                                                                                            |            |                                                                                                              |       |

>>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

EN FRANCE AUSSI, FRIC ET HAINE  
ANTI-IMMIGRÉS SUR LE PODIUM !

Aussi bien Bayrou flanqué de ses principaux ministres que Marine Le Pen ont fait le voyage à Mayotte, distante de 8 000 kilomètres de l’Hexa-gone et 101° département français, qui offre un concentré des crimes économiques, sociaux et po-litiques dont l’impérialisme français s’est rendu coupable depuis des décennies : acharnement pour séparer entre elles les îles de l’archipel des Comores, pour faire des Comoriens des étrangers sur leurs propres terres. En particulier par des coups tordus d’une longue lignée de politiciens de droite et d’ex-trême droite (Marine Le Pen en est l’héritière), ai-dés de militaires et de mercenaires. Et bien sûr sans offrir à la population les moyens d’une vie décente. Le cyclone n’a ajouté que du désastre au désastre. Le plan de Bayrou, « Mayotte debout », est une sinistre blague. Le présent des habitants reste et restera très probablement la misère, les bidonvilles, la chasse aux migrants et l’érection de murs de haine.

URGENCE, RÉVOLUTION !

Car le racisme et la haine secrétés par les gou-vernants des plus grandes puissances, de Trump à Macron en passant par Poutine, ne sont pas que de dramatiques dérives. Ce sont des instruments de pouvoir. Ce sont des moyens de division des tra-vailleurs et des peuples pour qu’aux milliards qu’ils sont sur la planète, ils ne se liguent pas contre la poignée de milliardaires qui les gouvernent : une révolution qui pourrait s’étendre comme une trai-née de poudre. Il n’a pas manqué ces derniers temps de mouvements de révolte des travailleurs et des plus pauvres. L’année 2024 a été marquée par des grèves massives aux États-Unis, chez Boeing, chez les dockers, dans l’automobile et la grande distribu-tion ; des grèves en France ou en Allemagne contre les licenciements ; des révoltes de femmes ou de jeunes ailleurs. Ces mouvements expriment par-tout la conscience croissante qu’il faut en finir avec le capitalisme... à condition de sortir du « boîte par boîte » ou « pays par pays ». C’est cet enfermement dans des frontières que les exploités et opprimés du monde entier doivent dépasser. C’est avec une perspective internationaliste qu’il nous faut nous organiser, pour agréger les colères et pour une ré-volution qu’il est temps de sérieusement préparer. L’avenir est à la lutte de classe internationale, c’est notre perspective pour 2025.

• 06/01/2025

RÉVOLUTIONNAIRES  
NUMÉRO 25 • 9 JANVIER 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR  
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION  
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL.: 01 49 63 66 66

Après Barnier, au tour de Bayrou  
de nous faire les poches

« De l’audace » a demandé Macron à son Conseil des ministres. Une audace dont le trio Valls, Retailleau et Dar-manin ne manque pas pour enchaîner les sorties racistes – quelle meilleure façon de faire monter une ambiance anti-ouvrière que de taper à longueur de journée sur les fractions les plus exploitées ? Bayrou, comme l’était déjà Barnier, est l’otage consentant des Le Pen, en témoignent les hommages officiels à peine gênés au vieil antisémite tortionnaire d’Algériens. Cette droite extrême n’a pas besoin de majorité à l’Assemblée ni d’un budget 2025 pour enchaîner les attaques anti populaires, au grand bonheur du patronat qui licencie en débouchant le champagne sur ses profits record. Un gouvernement de combat, mais fragilisé par une situation instable qui pourrait tourner rapidement à l’avantage des travailleurs si ceux-ci, loin des mirages institutionnels, prenaient directement leur sort en main.

TICKETS RESTAURANT :  
ENCORE UN SALE COÛT !

Depuis le premier janvier 2025, les tickets restaurant ne peuvent plus être utilisés que pour l’achat de nourriture prête à être consommée. La situation pourrait se rétablir dans les semaines qui viennent si le Sénat vote la prolongation de la dérogation qui permettait d’acheter tous les produits alimentaires¹. À voir.

Pour une bonne partie des cinq millions de salariés qui bé-néficient des « tickets restos », il n’était pas tellement question de les utiliser au restaurant. C’était une aide appréciée pour payer une partie des courses alimentaires : pâtes, riz, viande fraîche, œufs, huile... Voilà ces ingrédients désormais exclus, au contraire des « snacking » ou des « plats préparés », produits phares des industriels de la malbouffe. De quoi frapper de plein fouet des foyers populaires.

Car avec des salaires qui sont loin de suivre l’inflation, nombreux sont les travailleurs à voir dans les tickets res-taurant une bouffée d’air. Et la ceinture n’est pas seulement serrée en fin de mois pour les plus modestes ! Selon l’Insee, la consommation alimentaire en volume baisse fortement de-puis le début de l’inflation en 2022.

S’ajoutent la mesquinerie et pingrerie patronales : alors que 83 % des Français s’estiment mal payés et considèrent nécessaires des hausses de salaire face à la hausse du coût de la vie², nombreuses sont les entreprises qui proposent une hausse de la valeur nominale des tickets restaurant lors des NAO (négociations annuelles obligatoires). Hausse de la « ré-munération », mais pas du salaire qui permet au patron de bénéficier d’exonération des cotisations de sécurité sociale. D’autant que 40 à 50 % du montant des titres-restaurants sont à la charge des salariés !

Face à ce nouveau coup au portefeuille, ce sont bel et bien des augmentations générales des salaires qui restent à l’ordre du jour de cette nouvelle année 2025 : 400 euros par mois en plus, pas un revenu sous les 2 000 euros net !

PAR SAMIR AHMRA ET NORBERT MORAVCIK • 06/01/2025

- Dérogation votée en août 2022 pour « lutter contre l'inflation », dont la prolongation pour deux ans a été votée par l'Assemblée le 20 novembre 2024. Le vote au Sénat, qui a été suspendu par la chute du gouvernement Barnier, devrait avoir lieu le 15 janvier.
- Selon une étude du syndicat Unsa en 2024

RÉFORME DU RSA :  
GUERRE AUX CHÔMEURS ET  
À L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS



À partir du 1<sup>er</sup> janvier, les bénéficiaires du RSA seront inscrits d’office à France Travail. Soit près de 1,2 million de personnes en plus, sans aucun moyen supplémentaire et alors que l’opérateur public est déjà exsangue. Au prétexte d’améliorer « l’accompagnement », la réforme leur impose 15 à 20 heures « d’activité obligatoire » par semaine, sous peine de suspension de l’allocation voire de radiation. Conséquence de cette réforme de pure démagogie anti-pauvres, des milliers de foyers seront jetés dans la misère alors que la part des chômeurs indemnisés n’a jamais été aussi faible et que l’indemnité a à nouveau baissé au 1<sup>er</sup> janvier. Le patronat, lui, est gagnant sur tous les tableaux : il licencie, fait son beurre sur le dos des chômeurs, et profite de la pression à accepter n’importe quel boulot. Une politique d’autant plus criminelle que le chômage explose ces trois derniers mois, au gré des plans de licenciements menés par des groupes ultra-bénéficiaires.

LE « CONTRAT D’ENGAGEMENT » :  
VERS LE TRAVAIL GRATUIT

Les heures « d’activité » obligatoires auxquelles les allocataires devront s’engager s’inscrivent dans la très idéologique politique de l’« activation » – ce serait par fainéantise qu’on ne trouve pas de boulot – qui a pour seul but d’augmenter la pression. Parmi les « activités » possibles, l’« immersion en milieu professionnel »... c’est-à-dire du travail gratuit ! Une réserve de main-d’œuvre corvéable, avec une visée désastreuse : assurer a minima des missions de service public afin de continuer à y sabrer les emplois. La preuve par les départements où la réforme a été



## ABONNEZ-VOUS

6 MOIS ..... 20€  
OU 25€ PRIX DE SOUTIEN  
12 MOIS ..... 40€  
OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

### PAR VIREMENT

Envoyez un mail à [abonnement@npa-revolutionnaires.org](mailto:abonnement@npa-revolutionnaires.org)

### PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

### PAR CARTE BLEUE

<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>



expérimentée : supplétif aux équipes de jardinage communales, accueil en Ehpad, nettoyage... - le tout sans même être indemnisé pour les trajets et sans la moindre perspective d'embauche. Cette obligation servira aussi à suspendre l'allocation ou à radier à la première défaillance. Voire à décourager : le taux de non-recours au RSA a augmenté de 10,8 % là où a été expérimentée la réforme.

### LA FARCE D'UN « ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ » : MOINS DE MOYENS, PLUS DE PRESSION

Encore fin novembre, le gouvernement annonçait supprimer 500 postes à France Travail. Les conseillers jonglent déjà avec des « portefeuilles » de plus de 800 demandeurs d'emplois chacun, à quoi s'ajouteront les 1,2 million d'allocataires du RSA, public nouveau auquel ils n'ont pour l'heure aucune réponse à apporter face aux réelles difficultés : accès au logement, aux soins, à la mobilité. Ces dits « freins à l'emploi » ne sont pas la faute de ceux qui les subissent mais la responsabilité des gouvernements qui détruisent méthodiquement les services publics. Menaces et travail forcé n'y changeront rien.

### LE JUTEUX BUSINESS DU CHÔMAGE

Sans le dire, la réforme vise à accélérer la privatisation rampante du secteur pour l'offrir aux groupes privés sous-traitants de France Travail. Le rapporteur de la loi n'était autre que Marc Ferracci, aujourd'hui ministre de l'Industrie, et qui se trouve être actionnaire d'un des principaux opérateurs du secteur. Organiser la destruction des organismes publics accélère cette sous-traitance au privé qui a explosé pour atteindre 1,6 milliard d'euros de chiffre d'affaires entre 2019 et 2023. Avec la réforme, les appels d'offres se multiplient, comme dans le Val-de-Marne où le groupe Nuevo a fait 15 millions de chiffre d'affaires en 2023 - malgré les nombreux signalements des agents de France Travail contre cet opérateur.

PAR LUCAS DUVAL ET HÉLÈNE ARNAUD

• 06/01/2025

## INQUIÉTUDE CHEZ LES AGENTS ET GRÈVES À FRANCE TRAVAIL

« Nous sommes prêts », martèle le directeur de France Travail dans un entretien accordé aux Échos. Pourtant rien n'est prêt, l'inscription des bénéficiaires du RSA a d'ailleurs immédiatement été reportée de 15 jours. Les agents du Calvados, à qui la ministre est venue « rendre hommage » ont été clairs : ils dénoncent l'objectif de tripler les contrôles d'ici 2027 et les nouvelles sanctions pour faire pression sur les chômeurs. D'autant que la surcharge de travail rend déjà tout accompagnement impossible, et pour les agents des conseils départementaux aussi : un exemple en Moselle où la réforme nécessiterait, de l'aveu même du département, la création de 180 postes... qu'ils ne sont pas près de créer ! À France Travail, plusieurs grèves très suivies ont eu lieu depuis novembre, sur les salaires, les effectifs et pour l'abrogation de cette loi.

# Charlie Hebdo : dix ans après

Le 7 janvier 2015, la rédaction de Charlie Hebdo était décimée par un attentat à l'arme lourde puis, quelques jours plus tard, les clients d'un supermarché Hypercacher étaient victimes d'une prise d'otages sanglante. Revendiqués par Al-Qaïda dans la péninsule arabique pour le premier et Daech pour le second, ces attentats ont précédé ceux de Paris le 13 novembre 2015 (130 victimes) puis de Nice en juillet 2016 (86 victimes). Plus récemment, ce sont Samuel Paty et Dominique Bernard, deux professeurs, qui ont été assassinés. Des actes barbares menés au nom d'organisations fondamentalistes au projet politique ultra-réactionnaire.

### LE BAL DES VAMPIRES

Quelques jours après l'attentat de Charlie Hebdo, des marches réunissaient des millions de personnes encore sous le choc de cet obscurantisme. Mais tout autres étaient les calculs des politiciens français et dirigeants internationaux qui défilaient en tête du cortège parisien. Dix ans après, cette tête de cortège a de quoi faire rire jaune. En grands défenseurs de la liberté d'expression et des droits de la presse, on y retrouvait, main dans la main, Sergueï Lavrov, toujours ministre des Affaires étrangères de Poutine, Ali Bongo, ex-dictateur en chef au Gabon, le président hongrois d'extrême droite Viktor Orban... ou encore le génocidaire Netanyahu ! Et que dire des dirigeants des grandes puissances occidentales qui continuent à passer des accords avec les pires dictatures dans le monde ? Et qui font combien de victimes de bombes américaines, françaises, israéliennes ou russes balancées aux quatre coins du monde ? Du terrorisme d'État à grande échelle qui ne dit pas son nom.

### QUEL BILAN DE LA « LUTTE CONTRE LE TERRORISME » ?

Depuis 2001, c'est principalement au nom de la « lutte contre le terrorisme » que les dirigeants des puissances impérialistes mettent des pays à feu et à sang dans le seul but de préserver leur influence politique et les intérêts de leurs multinationales. Mais qu'est-ce qui avait fait précisément le terreau de Daech, si ce n'est l'invasion de l'Irak en 2003 qui a détruit quasiment toutes les infrastructures du pays et favorisé les divisions au sein de la population ? Au Mali, l'intervention française en 2013 n'a en rien fait disparaître les groupes djihadistes locaux. En Afghanistan, les talibans ont repris le pouvoir à la suite du retrait des troupes américaines. C'est, à chaque fois, ce contexte de misère et de guerres qui nourrit le fondamentalisme religieux sous une forme ou une autre : contre les populations sur place, d'abord, et revenant, épisodiquement, en boomerang sanglant ici aussi.

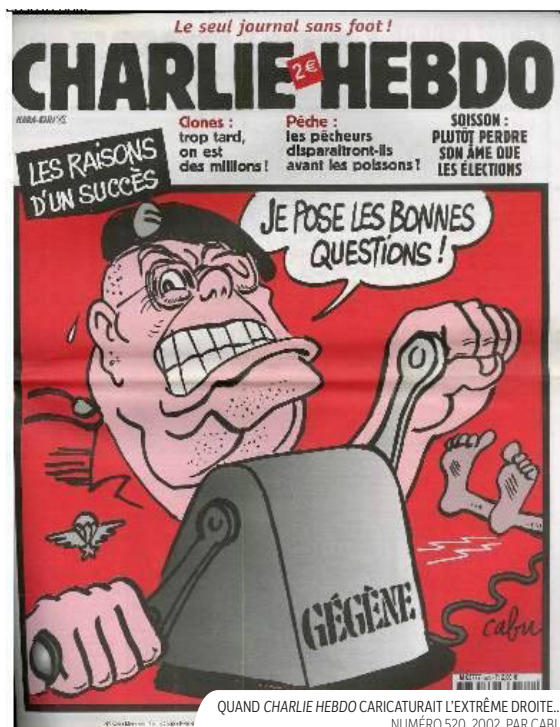
Ces grandes puissances n'ont également pas hésité par le passé à soutenir directement des courants intégristes si ceux-ci leur permettaient à un moment précis de maintenir leur ordre... Hier recherché par le FBI comme « terroriste » avec une récompense à la clef de 10 millions de dollars, le nouveau dirigeant syrien issu des rangs d'Al-Qaïda, Ahmed Al-Charaa, est ainsi devenu aujourd'hui un partenaire tout à fait convenable.

### LE GRAND GLISSEMENT RÉACTIONNAIRE

Sur le plan intérieur, la « lutte contre le terrorisme » a conduit à l'adoption d'un cortège de mesures répressives à la cible large et floue, à l'image du délit « d'apologie du terrorisme » bien pratique pour criminaliser depuis un an et demi les soutiens au peuple palestinien.

## CONTACTEZ-NOUS

[courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org](mailto:courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org)



QUAND CHARLIE HEBDO CARICATURAIT L'EXTRÊME DROITE... NUMÉRO 520, 2002, PAR CABU

Les attentats de Charlie Hebdo ont aussi provoqué depuis dix ans un basculement politique sensible dans les milieux de droite mais aussi chez certains se réclamant de la gauche à l'instar du « Printemps républicain » nourri par des anciens du PS : la prétendue défense de la laïcité et des « valeurs de la République » sont devenus des totems invoqués à n'en plus finir pour occasionner toujours plus de stigmatisation contre les musulmans ou supposés l'être, la majorité actuelle de la rédaction de Charlie Hebdo, à l'instar de Riss son directeur de publication faisant d'ailleurs partie des fers de lance de ce petit milieu. Campagne contre l'abaya, loi « séparatisme », polémiques racistes à répétition sur les plateaux-TV : c'est la course à la xénophobie et au racisme... au grand bénéfice de l'extrême droite franchouillarde aujourd'hui aux portes du pouvoir.

Et en retour, des courants fondamentalistes religieux tablent sur la stigmatisation et l'exclusion sociale dont sont victimes les familles immigrées de milieux populaires pour y recruter des troupes.

Contre tous ces attiseurs de haine et le poison mortel de la division, c'est bien au contraire notre solidarité entre travailleurs que nous devons opposer pour faire entendre haut et fort nos intérêts de classe. Lutter contre les intégristes fascistes de tout bord ne pourra pas se faire « au nom de la République », cette même République bourgeoise qui bombarde, exploite et stigmatise... constituant par là même le principal terreau pour ceux qu'elle prétend combattre.

PAR BORIS LETO • 06/01/2025

## CET ÉTÉ : 3<sup>e</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES, INSCRIVEZ-VOUS !



# Mayotte : la xénophobie ne pourra cacher les responsabilités de l'État colonial français

Depuis le cyclone Chido qui a ravagé Mayotte le 14 décembre, le 101<sup>e</sup> département français fait l'objet d'une surenchère xénophobe, qu'il s'agisse de Macron, Bayrou et maintenant Le Pen, arrivée sur place le 5 janvier pour une visite de trois jours. Tous font mine de se préoccuper du sort des Mahorais... pour mieux les laisser dans le dénuement le plus extrême. Les sinistrés n'ont reçu aucune aide durant plus d'une semaine et actuellement, les distributions d'eau et de nourriture sont largement insuffisantes et les aides au logement inexistantes. Les membres du gouvernement Macron ou du Rassemblement national ont tous la même tactique : mettre l'ampleur du désastre sur le compte des immigrés, qu'il s'agisse de ressortissants des autres îles des Comores ou de réfugiés venus de la région des Grands Lacs (RDC, Rwanda ou Burundi).

C'est pourtant la France qui a laissé Mayotte dans une situation de dénuement extrême, loin des promesses tenues lors de la départementalisation en 2011 : un taux de pauvreté à plus de 77 % et des bidonvilles à perte de vue. C'est aussi la France qui, par sa politique de création de frontière, en préemptant Mayotte en 1975 alors que les autres îles des Comores prenaient leur indépendance, est à l'origine de ce qu'elle présente comme une « crise migratoire » : les autres îles des Comores étant encore plus pauvres,

et toute immigration légale étant désormais impossible, 100 000 à 200 000 personnes vivent sans papiers et sans droits à Mayotte.

À peine le cyclone passé, Macron a déclaré qu'il fallait encore augmenter le nombre d'expulsions, alors que c'est par crainte des arrestations que de nombreux habitants des bidonvilles n'ont pas osé se rendre dans les centres d'hébergement lors du passage de Chido. Le gouvernement ne cesse de cibler les bidonvilles, affirmant qu'il faut empê-



cher leur reconstruction, alors qu'aucune solution de logement n'est prévue pour les sinistrés. La préfecture de Mayotte a même pris un arrêté restreignant la vente de tôle ondulée. Lors de sa visite le 30 décembre, Bayrou a promis « un avenir différent pour Mayotte », qui s'avère une stricte application de la « théorie du choc » développée par Naomi Klein suite au passage de l'ouragan Katrina sur la Nouvelle-Orléans : profiter de la catastrophe pour s'en prendre encore plus violemment aux plus pauvres et multiplier

les opportunités pour les plus riches. Ainsi l'archipel de Mayotte va-t-il être transformé en vaste zone franche pour toute entreprise souhaitant y investir.

Alors que l'accès à l'eau et à l'électricité ne sont toujours pas rétablis pour l'immense majorité des habitants, que de nombreux sinistrés sont chassés des établissements scolaires où ils étaient hébergés sans avoir nulle part où aller, la tension monte à nouveau entre ceux qui s'estiment Mahorais, et ceux qui sont vus comme étrangers et pris à partie. Le Pen, qui a fait 59 % des voix sur l'île à la Présidentielle de 2022, peut s'estimer en terrain conquis et y déverser tout son discours haineux. Mais c'est la population de Mayotte qui paie le prix de la domination coloniale et de cette stratégie du « diviser pour mieux régner ».

PAR LYDIE GRIMAL • 07/01/2025

## FRANÇAFRIQUE

# Mali, Burkina Faso, Niger, Sénégal, Tchad, Côte d'Ivoire : l'impérialisme français plie (tant mieux) mais ne rompt pas (encore)

À l'occasion de la Conférence annuelle des ambassadeurs, le président de la République a évoqué plusieurs dossiers internationaux. Il en a profité pour s'en prendre à différents dirigeants africains qui ont demandé aux troupes françaises présentes dans leur pays de plier bagage. Macron a laissé entendre que « la France a eu raison d'intervenir contre le terrorisme en Afrique depuis 2013 » mais a regretté que certains leaders africains « aient oublié de dire merci ».

On croit rêver. La présence militaire française là-bas n'a jamais eu pour but de protéger les populations locales. Les troupes étaient là pour s'assurer que les intérêts de la Françafrique – c'est-à-dire des industriels, des transporteurs, des planteurs, des firmes qui contrôlent le commerce de gros et de détail – étaient protégés.

Alors merci pour quoi ? Pour avoir pillé ces pays sans vergogne depuis des siècles ? Pour avoir instauré le travail forcé et l'esclavage ? Pour avoir saccagé la nature, déforesté, pollué les sols et les cours d'eau ? Le culot de Macron n'a d'égal que sa morgue et son mépris à l'égard des peuples en général et de ceux d'Afrique en particulier.

Le Tchad a dénoncé le 28 novembre dernier l'accord de défense liant les armées française et tchadienne : 120 soldats français ont quitté le pays le 20 décembre, et la base de Faya-Largeau a été rétrocédée à l'armée tchadienne. La totalité des 1 000 soldats et personnel militaire français devrait être retirée d'ici fin janvier.

Ce départ fait suite au retrait contraint et forcé des troupes françaises au Mali, au Burkina Faso et au Niger. La même semaine, le Sénégal demandait aussi le départ des troupes. La Côte d'Ivoire vient d'annoncer le 31 décembre, dans les vœux de son président, un allègement de la présence française. Ce pays reste un allié de poids de l'impérialisme français dans la région, et l'armée française devrait rester présente, mais la base militaire de Port-Bouët devra être rétrocédée à Abidjan fin janvier, avec le départ du régiment d'infanterie qui y séjournait.

Outre les interventions militaires pour appuyer les diverses dictatures qui se sont succédé dans les années 1960-1980, puis le soutien indéfectible depuis 1990 au règne des Déby père et fils, le Tchad a fourni le point de départ des opérations militaires françaises dans les pays voisins, Mali, Burkina Faso, Niger, Centrafrique. Des troupes tchadiennes avaient été enrôlées par la France pour l'opération Sangaris en Centrafrique au milieu des années 2010, ainsi que Serval (2013-2014) au Mali, suivie de Barkhane (2014-2022) dont l'état-major était installé au Tchad.

Mahamat Idriss Déby, qui a succédé à son père en 2021, a déclaré que les accords qui unissaient la France au Tchad étaient « complètement obsolètes ». Une manière de surfer sur la vague de manifestations contre la présence française qui a touché ces dernières années les pays de la région...

« Il s'agit tout au plus des re-marchandages du partage des fruits de l'exploitation des travailleurs et des ressources avec les diverses puissances et leurs grandes compagnies. »

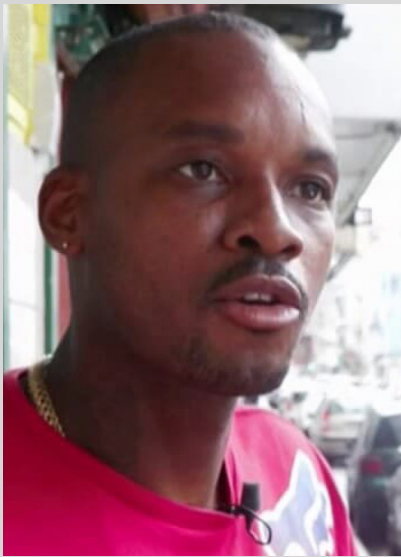
Mais cette déconfiture du vieil impérialisme français qui peut réjouir les manifestants n'a pas à susciter la moindre illusion. Il ne s'agit pas d'une remise en cause de la situation de domination dans laquelle le système capitaliste place les anciennes colonies. Tout au plus des re-marchandages du partage des fruits de l'exploitation des travailleurs et des ressources avec les diverses puissances et leurs grandes compagnies : États-Unis (dont, pour le Tchad, Exxon et Chevron contrôlent l'essentiel de l'exploitation pétrolière) mais aussi la Russie et la Chine.

Si Mahamat Déby, adoubé par Macron à la mort de son père, compte sur ce coup d'éclat pour redorer son blason, cela semble plutôt loupé pour l'instant à en juger par la faible participation aux élections législatives du 29 décembre : toute l'opposition avait décidé de la boycotter, dont Wakid Tamma (« l'heure est arrivée ») un collectif regroupant entre autres les syndicalistes de l'UST qui avaient organisé les grèves de 2018-2019 et nombre des manifestations en 2021.

PAR ÉDOUARD MCBEYNE • 07/01/2025



## LIBÉREZ RODRIGUE PETITOT !



Le président du RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) à la tête du mouvement contre la vie chère, est incarcéré au centre pénitentiaire de Ducos en Martinique depuis le 5 décembre. Il doit rester en détention provisoire jusqu'à son procès, le 21 janvier : le 13, puis le 30 décembre, le tribunal de Fort-de-France a rejeté sa demande de mise en liberté. Des centaines de manifestants s'étaient à chaque fois rassemblés pour le soutenir, à l'appel du RPPRAC, de la CGT de Martinique et d'organisations d'extrême gauche comme Combat ouvrier et le GRS. Petitot est accusé d'avoir tenté de s'introduire chez le préfet de Martinique, qui refusait de recevoir une délégation du RPPRAC, et d'avoir tenu des propos menaçants envers les maires qui ne soutiendraient pas le mouvement. Mais la véritable raison de son emprisonnement est, comme toujours, la volonté de criminaliser l'action militante et les luttes sociales, et de laisser les békés comme Hayot, Parfait ou Huyghues-Despointes profiter tranquillement de leurs surprofits : ces descendants directs des colons esclavagistes utilisent leur monopole dans la grande distribution pour pratiquer des prix exorbitants dans l'ensemble des départements d'Outre-mer. La lutte contre la vie chère n'a pas dit son dernier mot, car rien n'est réglé. Et l'acharnement contre Rodrigue Petitot de la part de l'État colonial français ne peut que mettre de l'huile sur le feu.

PAR L.G. • 06/01/2025

Rappelons que sept militants kanak, dont le leader indépendantiste Christian Tein, sont toujours incarcérés en France, à des milliers de kilomètres de chez eux, depuis plus de six mois. Ce que nous dénonçons aussi.

### >> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :

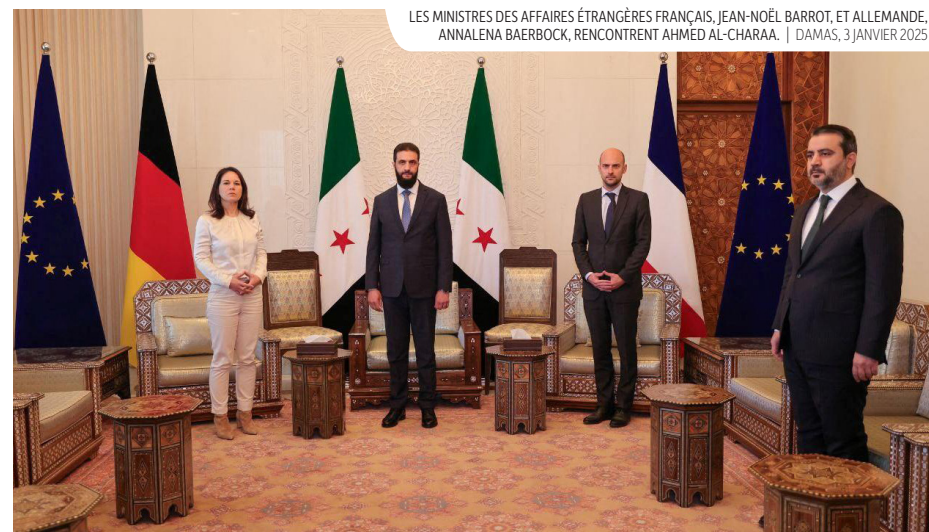
[npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)



## SYRIE

# L'armée des « libérateurs » veut imposer son contrôle, sous l'œil des grandes puissances

Ahmed al-Charaa, le leader d'Hayat Tahrir al-Cham (HTC) continue son opération de séduction envers le monde impérialiste, tout en cherchant à renforcer le pouvoir de sa fraction face aux autres forces armées rebelles à Assad, dont il tente d'exiger la dissolution ! Parallèlement, il repousse la rédaction d'une nouvelle Constitution et la tenue d'élections à plusieurs années, le temps de cimenter son régime. Mais il n'est pas dit que la population syrienne – qui continue de payer le prix de la guerre civile à travers des pénuries en eau, électricité et prix élevés – accepte de baisser la tête face à un nouveau tyran.



LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FRANÇAIS, JEAN-NOËL BARROT, ET ALLEMANDE, ANNALENA BAERBOCK, RENCONTRENT AHMED AL-CHARAA. | DAMAS, 3 JANVIER 2025

## AHMED AL-CHARAA MONTRE PATTE BLANCHE AUX OCCIDENTAUX

Depuis la chute de Bachar el-Assad, le nouveau pouvoir syrien rencontre les diplomates occidentaux, turcs, saoudiens... Les puissances impérialistes, comme la France et l'Allemagne récemment en visite à Damas, sont soucieuses de « juger HTC sur ses actes ». Les dirigeants d'HTC réussiront-ils à maintenir l'ordre face au risque de conflits avec les groupes rivaux, mais surtout d'une irruption potentielle des masses populaires ?

L'ONU (à la suite des États-Unis) a retiré HTC (anciennement al-Nostra) de la liste des organisations terroristes ; Zelensky promet à la Syrie des livraisons en céréales ; mais la discussion sur le maintien ou non des sanctions économiques à la Syrie, instaurées à l'époque d'el-Assad, sert aux grandes puissances de moyen de pression. Les États-Unis, qui se placent en arbitres du jeu, ont doublé leur contingent militaire au nord de la Syrie ; l'armée israélienne a étendu son occupation du plateau du Golan après avoir bombardé

l'ensemble des infrastructures militaires syriennes héritées du régime el-Assad, afin de laisser le nouveau régime syrien à sa merci.

## AU NORD DE LA SYRIE, LES FORCES KURDES RÉSISTENT À L'OFFENSIVE D'ERDOĞAN

La Turquie n'entend pas retirer ses troupes et forces supplétives de Syrie tant que le Rojava – en grande partie kurde et dirigé par le Parti de l'union démocratique (PYD), affilié au Parti des travailleurs kurdes (PKK) de Turquie – n'est pas écrasé. Pas question pour Erdoğan de laisser un embryon d'autonomie kurde au sud de sa frontière, qui puisse donner des idées d'émancipation aux Kurdes de Turquie.

Quant aux puissances occidentales, si elles multiplient les déclarations hypocrites en soutien aux Kurdes, c'est surtout pour garder un pied-à-terre en Syrie... au plus proche des principales réserves d'hydrocarbure du pays.

PAR STEFAN INO • 07/01/2025

## TOUTES ET TOUS EN MANIFESTATION LE 11 JANVIER, EN SOUTIEN AU PEUPLE KURDE

Le 9 janvier 2013, trois militantes kurdes étaient assassinées. Dix ans plus tard, trois autres, deux hommes et une femme, trouvaient la mort à la suite d'un attentat dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. L'extrême droite nationaliste turque, qui s'attaque aujourd'hui aux Kurdes de Syrie, ne s'embarrasse pas des frontières et peut profiter de la complicité hypocrite des puissances occidentales, dont l'État français.

Le NPA-Révolutionnaires sera présent à la manifestation parisienne en solidarité avec le peuple kurde.

Rendez-vous le 11 janvier à 10 heures, gare du Nord



## AFGHANISTAN

# NOUVELLE MONSTRUOSITÉ CONTRE LES FEMMES

Le chef suprême des talibans a pris un arrêté stipulant qu'en cas de construction d'un nouveau bâtiment, ce dernier devra être dépourvu de fenêtres par lesquelles il est possible de voir « la cour, la cuisine, le puits des voisins et les autres endroits habituellement utilisés par des femmes ». Il s'agirait d'éviter des « actes obscènes ». Dans le cas où de telles ouvertures existent déjà, les propriétaires sont invités à construire un mur ou à obstruer la vue. Et, bien entendu, les femmes ont interdiction de se montrer aux fenêtres. Un pas supplémentaire dans l'invisibilisation des Afghanes, qui ne peuvent plus étudier

au-delà du primaire, aller dans les parcs, les restaurants, les salles de sports, les salons de beauté, conduire une voiture ni quasiment sortir de chez elles sans chaperon. Une loi récente leur interdit même de parler à voix haute, de chanter ou de lire de la poésie.

Ce régime barbare qui interdit de vivre à la moitié de la population n'est possible que parce que l'oppression des femmes, à des degrés divers, règne sur toute la planète. Ouvrons toutes les fenêtres !

# « Grand Israël » et hégémonie régionale au prix de destructions et de massacres

## L'AVIATION ISRAËLIENNE BOMBARDE TOUS AZIMUTS

Le régime de Netanyahu continue ce que la plupart des organisations humanitaires qualifient désormais de génocide. L'armée continue de bombarder, tuant chaque jour des dizaines de Gazaouis, et affame une population démunie de tout en bloquant délibérément le passage de l'aide humanitaire.

En Syrie, le gouvernement israélien s'est très bien accommodé, comme les puissances occidentales, de l'arrivée au pouvoir d'islamistes anciennement rattachés à Al-Qaïda. Netanyahu s'attribue même le mérite de la chute du régime de Bachar el-Assad, du fait que ses troupes ont détruit au Liban une grande partie du potentiel militaire du Hezbollah, soutien actif du dictateur syrien. Et le régime israélien a détruit en outre ce qui restait du potentiel militaire syrien.

Dans le même temps, l'aviation israélienne a intensifié ses raids au Yémen, bombardant l'aéroport international de Sanaa, la capitale aux mains des Houthis.

## ISRAËL S'AFFIRME COMME PRINCIPALE PUISSANCE RÉGIONALE

Les puissances impérialistes occidentales se tiennent toutes derrière l'État d'Israël, lui fournissant armes et fonds pour les acquérir. Au-delà des visées d'établissement d'un « Grand Israël » en rognant sur les pays voisins des zones « tampons » et de colonisation, Israël conforte sa position de première puissance régionale, c'est-à-dire de gendarme du monde impérialiste.

C'est d'ailleurs la nature du message envoyé à l'Iran, que les puissances impérialistes ne dédaignent pas d'utiliser, directement ou non, pour participer au contrôle des populations de cette cocotte-minute qu'est le Moyen-Orient. Les dérapages sont toujours possibles, mais il paraît peu probable qu'Israël s'engage dans une véritable guerre contre



l'Iran : les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pourraient embraser toute la région, ce que ni Netanyahu ni personne ne souhaite, jusqu'à maintenant.

## LES FONDEMENTS DE PERSPECTIVES INTERNATIONALISTES

En déshumanisant les Palestiniens aux yeux de la population israélienne, les dirigeants israéliens ont transformé des jeunes sous l'uniforme en ces tueurs sans états d'âme que décrivent les reportages. Mais le droit du plus fort ne fait pas bon ménage avec les libertés démocratiques et rien d'étonnant si la société israélienne glisse de plus en plus vers l'extrême droite. On peut souhaiter qu'en Israël même, un sursaut populaire finisse par renverser le régime pourri de

Netanyahu et ses généraux sanguinaires, en réalité et au-delà, que les classes populaires et les travailleurs israéliens rompent avec la politique guerrière du sionisme. Elle est menée à son paroxysme par Netanyahu mais est en réalité dans la continuité de celle de tous les gouvernements israéliens, même ceux qui se réclamaient de la gauche. Une politique de bras armé des puissances impérialistes pour maintenir les peuples d'une région riche en ressources dans la sujétion. D'où un fossé de sang creusé entre les Israéliens d'un côté, les Palestiniens et les peuples arabes de l'autre, attisant des désirs de vengeance.

« On sait les réserves de révolte d'une diaspora palestinienne nombreuse, mais aussi la politisation et la combativité d'une classe ouvrière et d'une jeunesse de ce monde arabe. »

Pour que ce sentiment n'aboutisse pas à de nouvelles impasses nationalistes ou religieuses, il revient aux peuples de la région et à la jeunesse palestinienne de se donner une autre perspective politique que celles offertes par des organisations nationalistes comme le Fatah ou le Hamas. Une perspective internationaliste qui n'a rien d'un rêve fou quand on sait les réserves de révolte d'une diaspora palestinienne nombreuse, mais aussi la politisation et la combativité d'une classe ouvrière et d'une jeunesse de ce monde arabe qui - de l'Égypte à l'Iran en passant par le Liban - a su marquer par ses luttes l'histoire de ces dernières décennies.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 07/01/2025

# GÉORGIE : UN RÊVE QUI TOURNE AU CAUCHEMAR !

Des manifestations massives ont à nouveau marqué les derniers jours de l'année 2024 en Géorgie, dont des dizaines de milliers de personnes rassemblées devant le Parlement à Tbilissi, la capitale, le soir du 31 décembre. Les opposants accusent le gouvernement en place, dirigé par le parti « Rêve géorgien », d'avoir voté des lois liberticides qui auraient été dictées par la Russie, contre les personnes LGBT ; d'avoir truqué les élections législatives du 26 octobre dernier ; enfin d'avoir, fin novembre, suspendu le processus d'adhésion à l'Union européenne.

## UNE PRÉSIDENTE FRANÇAISE CONTRE UN OLIGARQUE RUSSE !

La présidente sortante, Salomé Zourabichvili, qui estime être la seule « présidente légitime » est une politicienne française. Née en France puis naturalisée géorgienne, elle est une proche de Macron, qu'elle a soutenu en 2022. Non contente de défendre l'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne, elle veut également que le pays intègre l'Otan. Elle en appelle pour ce faire, sans grand succès, à l'armée, affirmant qu'elle « demeure sa commandante en chef ». Nathalie Loiseau, députée européenne, et ancienne ministre du gouvernement d'Édouard Philippe, peu connue pour son engagement en défense des droits sociaux et démocratiques, est venue apporter son soutien aux manifestants à Tbilissi.

Le successeur de la présidente sortante, l'ancien footballeur Mikheil Kavelashvili, intronisé dimanche 29 décembre au Parlement, à huis clos, sur fond de manifestations massives, défend des positions d'extrême droite. Il est de fait l'homme du véritable chef du parti au pouvoir, Rêve géorgien :

Bidzina Ivanichvili, un milliardaire qui a fait sa fortune en Russie... et néanmoins possède un passeport français et a reçu la légion d'honneur française en 2021 ! En avril 2024, il a dénoncé un « parti mondial de la guerre » qui tenterait de compromettre la sécurité de la région en attirant la Géorgie aux côtés de l'Ukraine contre la Russie. Ce qu'il couple avec une violente politique réactionnaire envers les LGBT, au nom de la tradition et de la religion. Pour autant, ces dirigeants affirment toujours officiellement poursuivre l'objectif d'intégrer l'Union européenne, que s'est fixé de longue date la bourgeoisie géorgienne.

## UNE CRISE INSCRITE DANS LA MONTÉE DES TENSIONS INTERNATIONALES

Se situer du côté de l'impérialisme russe ou du côté des impérialismes occidentaux ? C'est la question que se posent les dirigeants politiques et économiques du pays, calculs et intérêts sonnants et trébuchants à l'appui. Les États-Unis s'en sont mêlés et ont pris des sanctions contre Bidzina Ivanichvili. Comme déjà des porte-paroles de l'Union



européenne. Pour les travailleurs et travailleuses, et les dizaines de milliers de jeunes qui descendent dans la rue depuis des mois, la solution ne viendra certainement pas de l'un ou l'autre camp, de l'est ou de l'ouest, les deux vivant de l'exploitation et des profits. Bien sûr, ils ont raison de s'opposer à un pouvoir de plus en plus réactionnaire et autoritaire : près de 500 manifestants ont été arrêtés depuis le 7 décembre, dont 300 frappés impunément par la police. Des mesures sont prises pour empêcher les travailleurs licenciés d'être réintégrés par des tri-

bunaux. Plusieurs personnalités participant au mouvement de contestation, comme le poète Zviad Ratiani, ont été agressés physiquement par des groupes défendant le pouvoir en place. Sans bien évidemment partager pour notre part aucune illusion sur les Zourabichvili ou les Loiseau, on ne peut que comprendre la révolte.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 05/01/2025

## RUSSIE-UKRAINE

# La paix en 24 heures, selon Trump ?

Après bientôt trois ans de guerre en Ukraine, et des victimes civiles et militaires indénombrables, c'est vers Trump que se tourneraient les espoirs ou mirages de paix, depuis qu'il a lancé dans sa campagne la formule à l'emporte-pièce selon laquelle il réglerait la question en 24 heures avec Poutine. Dès le 20 janvier, jour de l'intronisation ? Poutine n'a rien dit des 24 heures, mais n'a pas rejeté l'idée de rencontrer Trump et d'aller vers un deal. Il semble sous pression de capitalistes de l'industrie et des finances russes qui alertent sur la dégradation de la situation économique et indiquent ainsi qu'il faudrait en finir avec la coûteuse aventure guerrière, qui dévore 40 % du budget du pays, et fait jusqu'à des centaines de milliers de morts et blessés dans les rangs de l'armée.

Dans une situation où malgré l'aide occidentale – qui a toujours eu ses limites – l'armée ukrainienne ne parvient plus à faire front, où les difficultés à recruter pour la guerre se multiplient, et les désertions avec, Zelensky a répété le 31 décembre dans son discours à la nation que son pays aurait à se battre « sur le champ de bataille » mais aussi « à la table des négociations ». Pour masquer ses difficultés, il fait le bravache en se félicitant d'avoir définitivement fermé le gazoduc Bratstvo (Fraternité !) qui approvisionnait encore une partie de l'Europe en gaz russe. Cela pénalise certainement la Russie, mais l'Ukraine également, qui touchait sa quote-part. Et Zelensky, lui aussi, met ses espoirs dans un Trump qui « veut vraiment mettre fin à la guerre », dit-il. Trump, le sauveur suprême ?

## PARLER DE « PAIX » EST UNE ESCROQUERIE

Entre l'annonce d'un deal et sa conclusion, combien de morts et de destructions encore ? C'est la paix des cimetières. On apprend que des spécialistes s'appliqueraient à comparer dans un laboratoire de Hollande<sup>1</sup>

des échantillons d'ADN de réfugiés ukrainiens en Pologne, Allemagne et autres pays européens avec des restes humains de corps non identifiés, envoyés par Kiev : on compte les morts d'une boucherie digne d'un autre âge, avec les moyens les plus sophistiqués de la génétique. Les morts civils sont plus facilement classables : l'ONU en dénombre plus de 12 000 depuis le 22 février 2022.

En réalité il n'y aura pas de paix mais au mieux un gel de la situation sur la base du rapport de force. Poutine pourrait garder les territoires occupés, régions qu'il a déjà annexées à l'est et au sud du pays et qui représentent 20 % du territoire ukrainien, et la Crimée annexée déjà en 2014. Trump pourrait lui concéder une neutralité de l'Ukraine, sans lien avec une Otan que Trump par ailleurs menace de ne plus financer, en en laissant la charge aux États européens. Un lot de consolation serait laissé à ceux-ci, dont la France, qui pourraient disposer de troupes « garde-frontières » sur le sol ukrainien. Tels sont les premiers schémas mis en avant.

## LA VÉRITÉ IMPÉRIALISTE DES PRIX

Derrière la prétention apparemment folle de Trump de régler l'affaire en 24 heures avec Poutine, il y a surtout l'annonce de deals sur le dos des peuples. Poutine a choisi une intervention guerrière contre un voisin plus faible, pour lui croquer du territoire, satisfaire quelques appétits économiques et résister à la guerre commerciale américaine, mais aussi pour garder sous son joug un peuple ukrainien qui s'est révolté contre son emprise, en 2014, et y a encouragé des voisins biélorusses et kazakhs. On voit aujourd'hui encore son acharnement à faire pression sur les voisins géorgiens, moldaves, voire slovaques. Poutine est bien un défenseur d'un ordre impérialiste que révolte toute aspiration démocratique.

Les États-Unis, de leur côté, ont saisi l'occasion de prétendre aider l'Ukraine en vendant des armes pour faire des dollars sur le sang des combattants ukrainiens. De poursuivre ainsi une reconfiguration de l'Europe déjà amorcée, y compris au détriment de leurs alliés de l'Otan, dont au premier chef l'Allemagne dont ils ont privé l'industrie de gaz russe. Et de vendre leur gaz, et de vendre leurs armes, et de vendre aussi une politique protectionniste faite de taxes douanières mais aussi de murs toujours plus nombreux et sophistiqués – qui divisent les peuples. La Pologne, pays dont

la bourgeoisie s'enrichit entre autres grâce à la main-d'œuvre bon marché ukrainienne que la guerre a amenée sur son sol, s'affaire à dresser un mur de près de 200 kilomètres de long et cinq mètres de haut, sur la frontière qui la sépare de la Biélorussie. Un mur moderne, doté de capteurs et détecteurs de mouvements !

Les plus forts gagnent, du moins tant que les prolétaires ne savent pas s'unir autour d'une politique de classe et compter sur leurs propres forces. Les travailleurs d'Ukraine n'ont pas choisi la politique qui les aurait rendus forts. Ils ont compté, évidemment pas tous, sur le mirage de l'aide militaire occidentale. Seule une mobilisation qui en aurait appelé aux travailleurs de toute

En réalité il n'y aura pas de paix mais au mieux un gel de la situation sur la base du rapport de force.

l'Europe, dont au premier chef aux travailleurs et jeunes de Russie, leur aurait fourni une force décuplée. Mais l'histoire n'est pas terminée, et si les « grands » du monde impérialiste ont besoin de fossés de sang et de murs pour défendre leur système, c'est que celui-ci est bien fragile.

PAR MICHELLE VERDIER • 05/01/2025

1. Le Monde, 20 décembre 2024 : « En Ukraine, la difficile quête des disparus du champ de bataille ».

# Après la victoire de Trump, Elon Musk en roue libre

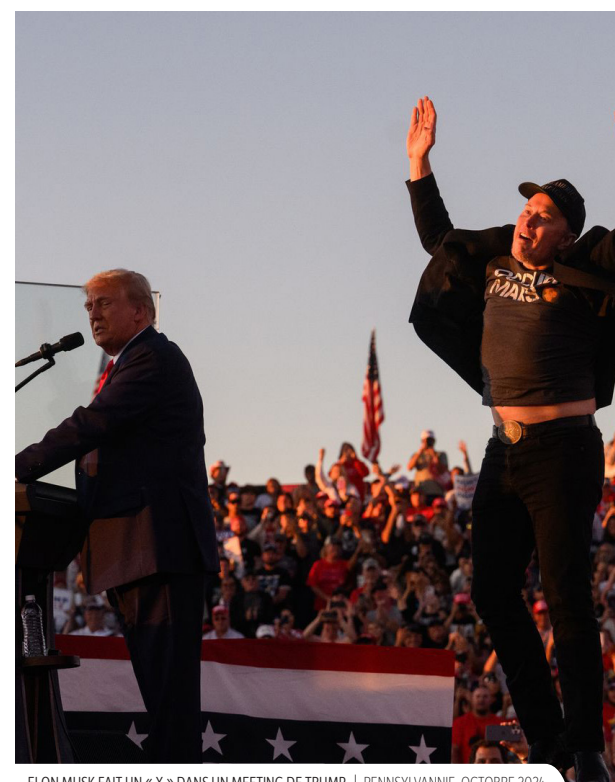
Le milliardaire américain a pris goût à la politique. Alors que les capitalistes ont pour habitude de laisser aux politiciens les feux de la rampe pour mieux contrôler la scène depuis les coulisses, Musk multiplie les interventions, y compris contre son propre camp.

Il n'a pas hésité à menacer des élus républicains de les faire battre aux prochaines élections, parce qu'ils avaient préféré négocier le budget avec les démocrates plutôt que provoquer un « shutdown », c'est-à-dire l'arrêt des activités de l'État fédéral (hormis les flics et l'armée, les riches en ont trop besoin pour se protéger des pauvres). Dernièrement, il s'est vertement opposé à l'extrême droite trumpiste sur l'immigration : son industrie a besoin de recruter dans le monde entier les ingénieurs qui développent programmes informatiques et projets industriels. Il a arraché à Trump la promesse que cette catégorie de travailleurs continuerait à bénéficier de visas. Mais celle-là seulement, car Musk déteste tout autant les migrants que les autres trumpistes.

Les États-Unis ne lui suffisent plus. En Allemagne, il mène campagne pour le parti raciste AfD. Une cadre du journal Die Welt a démissionné après que Musk ait réussi à y publier une tribune en ce sens. Au Royaume-Uni, Musk roule pour son équivalent, Reform UK. Il reproche au gouvernement travailliste de réprimer les auteurs d'émeutes racistes et réclame la liberté pour le nazillon Tommy Robinson. Une « guerre civile », pas selon le clivage de classe, bourgeois contre prolétaires, mais selon la couleur de peau des habitants, serait selon lui « inévitable » : il faut en fait comprendre qu'il l'espère.

Mais à trop s'agiter, Musk attire l'attention sur sa classe d'ultra-riches. Car ce n'est pas d'hier que ses semblables utilisent leur argent et leurs entreprises pour influencer, voire façonner la société. Avec son arrogance de mégalomane, Musk l'étale ouvertement. Aux travailleurs de méditer la leçon... et de trouver les moyens d'y mettre fin.

PAR MATHIEU PARANT • 07/01/2025



ELON MUSK FAIT UN « X » DANS UN MEETING DE TRUMP. | PENNSYLVANIE, OCTOBRE 2024

## LES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES

C'EST TOUJOURS POUR CELLES ET CEUX  
QUI CROIENT AU PÈRE NOËL !

Le Nouveau Front populaire est arrivé en tête des élections législatives, mais il n'a pas eu un score suffisant pour former une majorité, les deux tiers des votants ayant porté leur voix sur la droite et l'extrême droite. Depuis, les porte-paroles du NFP, et en particulier ceux de la FI, ne cessent de dénoncer le caractère anti-démocratique de la gouvernance de Macron.

On ne peut que partager le dégoût de la grande majorité de la population pour l'autoritarisme et l'arrogance du président le plus détesté de la Cinquième République. Mais s'en tenir à ce créneau est une impasse.

Macron n'a pas eu besoin de coup d'État : sur la base des résultats électoraux, il a tout simplement utilisé les possibilités offertes par les institutions pour mettre de côté le NFP. Toute la mécanique des institutions capitalistes dites « démocratiques », en France et ailleurs, a été taillée pour marginaliser les intérêts des travailleurs, que d'ailleurs le NFP ne représente même pas. C'est pourtant cette politique institutionnelle qui

freine la construction d'un mouvement d'ensemble, fait de grèves et de manifestations qui se généralisent et se fixent pour objectif de bloquer l'économie pour poser les bases d'un autre pouvoir : celui des travailleurs, de celles et ceux qui font tout fonctionner.

Alors pourquoi placer le combat précisément sur le terrain des institutions bourgeoises ? C'est là tout le problème de la politique du NFP et de ses composantes : PS, PCF, EELV et LFI (auxquels s'étaient joints POI et NPA-l'Anticapitaliste) qui nous demandaient en chœur de faire barrage à l'extrême droite... en votant pour Borne ou Darmanin. Ni le NFP, ni aucune de ses composantes, ne sont « réformistes » au sens classique du terme, ils ne s'en revendiquent d'ailleurs même pas. Ce ne sont pas des forces qui chercheraient par la voie de réformes successives à atteindre l'objectif d'une société sans exploitation ni oppressions. À force de privilégier le strict respect de la propriété privée et de l'État, les partis de la gauche institutionnelle ont fini par ne plus évoquer l'objectif d'une autre société. Ils se sont adaptés au capitalisme en se moulant dans les institutions d'un monde de plus en plus décadent

et violent. C'est ce programme que nous refusons, car il ne propose en définitive que de collaborer avec la classe qui nous exploite. Quand il n'invite pas directement certaines fractions de cette classe, comme le font le PS ou EELV, dans ses cadres d'alliances électorales, tout cela sous prétexte de lutte « contre l'extrême droite ». Les mesures proposées par la gauche institutionnelle reviennent tout au plus au moindre mal, sans jamais contester le pouvoir du patronat. Or c'est précisément ce pouvoir qu'il faut remettre en cause ! C'est pourquoi nous considérons que le clivage réforme ou révolution, ou, en actualisant, respect des institutions vs révolution, est toujours d'actualité. C'est aussi la raison pour laquelle nous construisons des organisations révolutionnaires, même si nous ne refusons jamais, voire proposons, l'unité d'action la plus large dans l'action.

Nous ne voulons pas juste une part du gâteau que nous sommes les seuls à fabriquer, nous voulons tout le gâteau et l'ensemble des moyens qui permettent de le produire !

GAËL QUIRANTE

Nupes, NFP :  
tout sauf les luttes...DE LA NOUVELLE UNION  
AU MYTHE DU « FRONT POPU »

Après l'accord de la gauche pour les élections législatives de 2022 qui avait donné naissance à l'éphémère Nupes, une nouvelle « union » est venue plus tôt que prévu, en juin dernier où, après l'émotion suscitée par le score du Rassemblement national aux Européennes, les partis de gauche – prétendument pour « battre Le Pen » – ont servi le NFP (Nouveau Front populaire).

Dès le lendemain du premier tour des législatives, le NFP se transformait en front républicain, toujours pour battre le RN. Fini le « programme de rupture », ses électeurs étaient appelés à voter pour des Elisabeth Borne ou Gérard Darmanin. La gauche unie, avec 182 députés sur 577 (donc une majorité de droite et extrême droite à l'Assemblée), revendiquait néanmoins la tête du gouvernement, avançant Lucie Castets, en promettant de mettre son programme au placard, et même de laisser de côté les Insoumis de Mélenchon, soupçonnés d'effrayer le bourgeois. Pendant que le RN de Le Pen se donnait le beau rôle de parti d'opposition.

ENTRE CRIS ET GRINCEMENTS DE DENTS,  
LE NFP PASSE L'ARME À GAUCHE

« Plus Mélenchon crie, moins on l'entend », se plaignait en décembre Olivier Faure, alors qu'après la chute de Barnier il tentait de marchander avec Macron un gouvernement auquel il puisse participer – sous

prétexte que « la politique de la chaise vide », ça « affaiblit la gauche ».

Dans la même veine, Fabien Roussel, chef du PCF, condamnait les Insoumis en étalant sa rancœur d'avoir échoué à l'élection : « Moi-même, si j'ai été battu dans ma circonscription, c'est parce que j'ai fait une alliance avec les Insoumis. »

## ALORS, QUE RESTE-T-IL DU NFP ?

Mélenchon tranche un peu, il est vrai. Il tient à sa posture d'opposant. Mais ce n'est pas pour sortir des « solutions » institutionnelles avec son leitmotiv : « Macron destitution » ou « référendum révocatoire » pour le dégager. Et décrocher une présidentielle rapprochée... que Marine Le Pen pourrait gagner ?

C'est au contraire la lutte de classe qu'il faut mettre au centre, l'arme des travailleurs et de la jeunesse pour la défense de leurs intérêts... mais cela la gauche institutionnelle n'en a que faire !

C'est au contraire la lutte de classe qu'il faut mettre au centre, l'arme des travailleurs et de la jeunesse pour la défense de leurs intérêts

## LES ILLUSIONS PERDUES

L'élection de Mitterrand en 1981 devait « changer la vie ». À défaut, son gouvernement a augmenté le Smic, instauré la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans ou les 39 heures, même s'il avait fallu batailler sur ces deux derniers points. Sous Jospin, entre 1997 et 2002, le temps de travail hebdomadaire est même descendu à 35 heures.

Mais, dès 1983, les salaires étaient désindexés des prix. Les 35 heures étaient accompagnées de la possibilité d'imposer des semaines à rallonge ou des journées morcelées. Et le patronat n'a cessé de revenir sur les concessions en conservant les contreparties !

Les nationalisations sous Mitterrand, moyennant de généreuses indemnités, n'ont pas empêché l'État de procéder lui-même à des dizaines de milliers de licenciements, notamment dans la sidérurgie. En 1999, quand Michelin annonça la suppression de 7 500 emplois, Jospin renonça au rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, car il ne fallait « pas attendre tout de l'État et du gouvernement ». Ce même Jospin, dont le gouvernement a battu des records de privatisations, permit à la bourgeoisie d'empocher des profits en bénéficiant des investissements publics.

Il est vrai que la gauche au pouvoir a aboli la peine de mort, dépénalisé l'homosexualité, créé le Pacs en 1999 et permis aux homosexuels de se marier en 2013.

Mais plusieurs des pires attaques contre le monde du travail ont été portées sous Hollande, comme les lois Macron et El Khomri, modifiant au profit des patrons le Code du travail, ou encore le passage aux 43 annuités pour la retraite.

Cette « gauche » a aussi été à la pointe des lois racistes et des expulsions de sans-papiers, des guerres impérialistes, du Tchad à l'Irak pour Mitterrand, du Kosovo à l'Afghanistan pour Jospin et du Mali au Centrafrique pour Hollande.

Sous Mitterrand, le Front national a atteint les 15 %. Après cinq ans de gouvernement Jospin, Jean-Marie Le Pen a atteint le second tour de la présidentielle, comme Marine Le Pen après le mandat de Hollande : c'est aussi le bilan des désillusions suscitées par la gauche au pouvoir.

PAR OLIVIER BELIN • 07/01/2025

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ • 07/01/2025

# Quand les syndicats se veulent plus responsables du fonctionnement du capitalisme que les politiques

Les problèmes de cette année, nous les connaissons tous : la réforme des retraites qu'aucun vote du Parlement ne permettra d'annuler, et encore moins de revenir à la retraite à 60 ans ; les budgets des services publics qu'on veut rogner alors qu'aucun parti ne propose de piquer dans le farmineux budget de l'armée : « Nous sommes de ceux qui voteront toutes les dépenses permettant d'augmenter ces moyens », avait déclaré Fabien Roussel à l'Assemblée lors du vote du budget militaire en 2023. Auxquels s'ajoute cette année une vague de fermetures d'entreprises et de réductions d'effectifs qui nécessiterait une lutte d'ensemble du monde du travail pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Mais ce qui a ému les syndicats en cette fin d'année 2024, c'est la chute du gouvernement Barnier. Le lendemain de la

motion de censure, le 5 décembre, jour de grève de la fonction publique, huit syndicats, dont la CGT, la CFDT et FO, écrivaient dans un communiqué commun : « Notre pays bascule une fois encore dans une période d'instabilité [...] L'heure doit être à la responsabilité. » Droite-gauche, qu'ils s'entendent enfin !

Le soir, la dirigeante de la CGT, Sophie Binet, rajoutait à la radio : « Nous avons besoin d'un gouvernement qui tienne dans la durée, car nous avons besoin de pouvoir travailler sur le moyen et le long terme pour défendre, protéger notre industrie... » Toujours cette petite musique du dialogue social : on aurait pu croire entendre le Medef !

PAR OLIVIER BELIN • 07/01/2025

## POUR UN PLAT DE LENTILLES... SANS LENTILLES

Deux organisations se réclamant de l'extrême gauche ont choisi de se transformer en appendices du NFP aux dernières élections européennes et législatives. En récompense, le POI a obtenu un siège de député et le NPA-l'Anticapitaliste... rien du tout, juste le droit de se présenter dans une circonscription ingagnable. Aujourd'hui, alors que le NFP a plus ou moins volé en éclat, les deux en sont réduits à demander à ce que « Macron dégage ». Le POI va jusqu'à prétendre que « la croissance des forces insoumises provoque des paniques centrifuges dans la bourgeoisie » [site d'Informations ouvrières, 3 janvier 2025]. Le NPA-l'Anticapitaliste se propose, lui, de « continuer de mener cette bataille par en bas » et « d'interpeller les organisations du mouvement ouvrier pour des campagnes communes de défense du programme du NFP » [résolution des 16-17 novembre 2024] et assure « savoir que l'enjeu de cette année est le maintien de l'unité de la gauche » [vœux pour 2025].

D'une politique indépendante de la classe ouvrière pour combattre le patronat et les gouvernements, de gauche comme de droite, à son service, on ne trouve plus trace. Un bien triste itinéraire.

# Un pôle des révolutionnaires pour proposer une politique offensive aux travailleurs

Certains des arguments du NFP, en particulier du côté de LFI, peuvent sonner juste. C'est le cas lorsqu'ils expliquent que, s'il faut trouver quelques dizaines de milliards pour boucler le budget, il n'y a qu'à les prendre sur les subventions accordées aux patrons plutôt que sur ce qui est nécessaire aux classes populaires. Même chose lorsqu'ils réclament l'abrogation de la dernière réforme des retraites.

## UNE DÉNONCIATION QUI RESTE DANS LE CADRE DES INSTITUTIONS

Pour obtenir que ce ne soient pas les classes populaires qui payent, pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites, leurs solutions ont en commun d'être toutes institutionnelles.

Pour le PCF, le PS et les Verts, il faut parvenir à peser sur les débats parlementaires et obtenir des améliorations au cas par cas. Pour LFI, il faut créer une situation qui ne laisse pas d'autre possibilité que la démission de Macron et une élection présidentielle anticipée.

Comme en miroir, Macron et ses gouvernements louvoient pour faire semblant de négocier au cas par cas. En espérant trainer en longueur, de premier ministre en premier ministre. À jouer aux solutions institutionnelles, le gagnant est celui qui a le plus de cartes en main, et bénéficier du pouvoir en donne un sacré paquet !

## PROPOSER UNE POLITIQUE AUX TRAVAILLEURS

Députés PCF et LFI ne dédaignent pas de se porter au-devant des travailleurs en lutte contre la fermeture de leur entreprise. Soutenir les luttes, c'est bien, mais proposer une politique, c'est tout autre chose !

La CGT a recensé 150 000 emplois menacés et il ne se passe pas une semaine sans qu'une grosse entreprise gavée de profits et d'argent public ne licencie. Le nombre même de travailleurs concernés rend nécessaire de faire que la question de l'interdiction des licenciements devienne un fait politique incontournable, au moins au niveau où l'a été la lutte contre la réforme des retraites. Ce qui est nécessaire, c'est que les travailleurs menacés de licenciement se regroupent,

« Ce qui est nécessaire, c'est que les travailleurs menacés de licenciement se regroupent. »

« Les révolutionnaires doivent pleinement jouer leur rôle pour proposer cette politique. »

envahissent les rues, localement, régionale-ment, nationalement. Se mettent en grève, non pas tant pour bloquer la production de leur entreprise - leur patron veut justement l'interrompre ! -, mais pour rencontrer les travailleurs dans la même situation qu'eux, s'auto-organiser, se répandre partout et entraîner les autres pour faire face à toutes les attaques. Sur les salaires, les conditions de travail, les déremboursements et la dégradation des services publics, les motifs ne manquent pas qui permettraient à tous de se retrouver dans la lutte. C'est la tâche de tous les militants et militantes d'entreprise. Qui croit encore que les partis du NFP organisent cette politique ? Encore faudrait-il qu'elle soit proposée, et l'initiative est laissée à des organisations syndicales qui, comme la CGT de Sophie Binet, tablent uniquement sur l'arrivée du NFP au gouvernement... Et la boucle est bouclée !

## LE RÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Les révolutionnaires doivent pleinement jouer leur rôle pour proposer cette politique et la proposer très largement. Nous ne par-

tons pas de rien : nous sommes présents, avec du crédit auprès des travailleurs, dans plusieurs des grandes entreprises menacées de fermeture, de Michelin à Stellantis. Quoi qu'il en soit, nous n'avons rien à perdre à tenter de proposer cette politique offensive à partir des entreprises où les travailleurs sont mobilisés.

Aucune organisation révolutionnaire n'a, à elle seule, les moyens de le faire ? Raison de plus pour qu'elles s'efforcent d'agir ensemble, se regrouper. À un moment où les partis de gauche et les directions syndicales sont aux abonnés absents, non seulement ce pôle acquerrait un contenu visible et pourrait rapidement gagner en influence en proposant une politique offensive aux travailleurs.

Le pire, dans la situation actuelle, serait de regarder les événements se dérouler sans rien tenter pour en enrayer le cours et impulser une autre orientation. « Fais ce que dois, advienne que pourra », aimait citer Trotski. Alors, faisons de notre mieux, au minimum en coordonnant notre action !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 07/01/2025

VENCOREX

# OCCUPATION LEVÉE APRÈS UN DOUBLEMENT DES INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

**L**undi 30 décembre, après plus de deux mois de mobilisation et d'occupation de l'entrée de la plateforme chimique de Pont-de-Claix, les salariés de Vencorex ont levé leur piquet après avoir obtenu une indemnité supra-légale de 40 000 euros pour les quelque 420 salariés licenciés. La direction a également rehaussé la prime qui sera versée à partir de février, lors de l'arrêt des installations. Les licenciements se feront en deux vagues dont la date est encore inconnue, avec une partie des salariés maintenus quelques mois supplémentaires pour une « mise en sécurité » du site. Même si cela représente le double de ce que la direction proposait initialement, les 40 000 euros sont très loin de compenser la perte des emplois. L'unique projet de reprise, proposé par BorsodChem, se limite à une cinquantaine de postes et sa pérennité laisse dubitatif.

L'annonce de licenciements dans d'autres entreprises chimiques vient aggraver cette situation. Le site voisin d'Arkema à Jarrie et ses 340 emplois sont menacés, tandis qu'en octobre dernier le patronat de la chimie annonçait 15 000 suppressions d'emplois en France pour les trois années à venir. Les actionnaires de ces grandes entreprises qui sacrifient

tel ou tel site perçoivent pourtant des milliards d'euros de dividendes.

De l'argent, il y en a, pour maintenir tous les emplois ! Mais il faut aller le chercher par le rapport de force. Une politique aux antipodes de celle des confédérations syndicales, appuyées par le Nouveau Front populaire : moratoire sur les licenciements inspiré des politiques de subventions publiques menées durant la crise sanitaire, plaidoyer pour une autre politique industrielle, guerre commerciale aux concurrents des capitalistes français, nationalisations sans garanties que l'État ne licenciera pas lui-même par la suite...

Pour se défendre, les salariés ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur l'extension et la coordination de leurs grèves, sur leur force collective. La lutte menée par les travailleurs et travailleuses de Vencorex a montré que la colère contre les licenciements pouvait s'organiser et durer. Un avertissement pour les patrons.

CORRESPONDANTS • 07/01/2025



## Même dans la mort, les cheminots sont calomniés par le pouvoir

**B**runo Rejony avait 52 ans, il était militant à la CGT-Cheminots et au Parti communiste français : il était de toutes les luttes et avait été secrétaire de son syndicat. Son métier était de conduire des TGV depuis le dépôt de Saint-Étienne. Le soir du 24 décembre 2024, son corps est retrouvé aux environs de Melun dans les emprises ferroviaires, alors que le train qu'il conduisait s'est arrêté automatiquement lorsque le système a détecté qu'il n'y avait plus personne au poste de conduite. Le parquet de Melun chargé de l'enquête a déclaré que « les premières constatations » laissaient penser à un suicide. La direction de la CGT-Cheminots n'écarter pas la possibilité d'un accident, Bruno n'ayant montré aucun signe ni laissé aucune trace d'une volonté de mettre fin à ses jours. Deux enquêtes, celle du parquet de Melun et celle interne à la SNCF avec la participation de représentants syndicaux, sont en cours.

L'annonce de ce décès a suscité l'émoi de tous les cheminots et au-delà, comme en témoigne la présence des deux mille collègues venus aux obsèques de Bruno, les nombreux hommages sous forme de minutes de silence ou de coups de sifflets de trains qui lui ont été rendus à travers le pays ainsi que les milliers de messages de soutien reçus par son syndicat CGT de Saint-Étienne. Les conditions de travail se sont dégradées rapidement en quelques années, notamment avec les découpages en différents services et différentes filiales, qui visent à mettre les salariés en concurrence. Les cheminots n'en gardent pas moins une solidarité de classe qui s'est ici exprimée.

C'est d'un tout autre type d'émoi qu'avait choisi de faire part le nouveau ministre des Transports, Philippe Tabarot, au micro de CNews le 25 décembre : il adressait ses pensées uniquement aux milliers de voyageurs qui avaient raté leur réveillon, situation certes fâcheuse mais comparée à la mort prématurée d'un être humain, qui plus est sur son lieu de travail... Pire encore, le ministre, défendant l'unique thèse du suicide, a sous-entendu qu'un conducteur déséquilibré

pourrait attenter à la vie des passagers qu'il transporte : des assertions qui n'étaient basées sur rien et qui mobilisaient le spectre d'un acte de nature terroriste plutôt que de s'interroger sur les causes d'un nouveau cas de mort au travail. Les cheminots n'attendaient que des mauvais coups de ce ministre de droite, auteur d'une proposition de loi lorsqu'il était sénateur visant à restreindre encore plus le droit de grève, ils ont tout de même été choqués du niveau d'indignité atteint.

La solidarité active dans le deuil en soutien à l'un des leurs, le camarade Bruno qui, comme des milliers de cheminots a fait de longues grèves déterminées en 2014, 2016, 2018, 2019 et 2023 pour la défense de ses droits de travailleur, montre que les attaques en cours et à venir pourront déclencher résistances et ripostes.

PAR FRANCK ROUVIER • 07/01/2025



CRÉDITS - CGT CHEMINOT SAINT-ÉTIENNE

MICHELIN

## La lutte continue !

**M**ardi 7 janvier, les négociations ont commencé à Joué-lès-Tours pour les sites Michelin de Vannes et de Cholet menacés de fermeture. Les travailleurs de Cholet étaient en grève et en lutte depuis novembre, organisés dans un « comité de lutte ». Ce dernier n'a pas été invité aux négociations. Car comme l'ont montré ceux qui luttent à Cholet, ce que le patronat redoute le plus c'est que les travailleurs s'organisent eux-mêmes et qu'ils se mettent en position d'en appeler à d'autres entreprises menacées, dans la région et partout en France.

« Ce que le patronat redoute le plus c'est que les travailleurs s'organisent eux-mêmes et qu'ils se mettent en position d'en appeler à d'autres. »

TRANSPORTS

# Manœuvres en cours !

Alors que 2024 se termine avec le transfert dans des filiales de plus de 5 000 travailleurs du rail, le découpage du réseau bus de la RATP en treize lots suit aussi son cours : entre 2025 et 2026, 20 000 agents RATP seront transférés dans leur nouvelle filiale de la RATP ou dans une nouvelle entreprise. Derrière ces transferts, qui sont déjà le lot quotidien de milliers de travailleurs du transport à travers le pays, se cache une politique qui vise à augmenter les profits et à faire payer aux travailleurs le développement de l'offre de transport public. Qu'importe que la division des réseaux ou les transferts à échéance régulière soient des non-sens industriels, les patrons du transport y tiennent, car c'est leur manière de tous nous exploiter davantage.

Face à ces manœuvres patronales, nous avons besoin de nous retrouver pour discuter et préparer nos armes pour contre-attaquer sur le terrain de la lutte de classe !

Réunion

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES

**OUVERTURE À LA CONCURRENCE :**

**Comment faire face aux transferts des travailleurs et aux divisions imposées par les patrons du transport ?**

suivi d'un moment convivial

**VIENS DISCUTER, RAMÈNE TES COLLÈGUES**

➔ **SAMEDI 11 JANVIER À 15H**

LIEU EN MP

>>> **RENDEZ-VOUS SAMEDI 11 JANVIER À 15 HEURES EN PRÉSENTIEL À PARIS OU EN DISTANCIEL**

Pour en discuter avec des collègues de la SNCF, de la RATP et du secteur, dont Selma Labib, conductrice de bus et porte-parole nationale du NPA-Révolutionnaires.

# EMPLOIS MENACÉS À LA FONDERIE DE BRETAGNE : TOUS ENSEMBLE, OUI... MAIS PAS AVEC LE PATRONAT ET SES LARBINS !

Après des années de bras de fer pour maintenir les 300 emplois, le groupe Renault a finalement refusé de s'engager sur des commandes, alors qu'il est le principal client de cette fonderie du Morbihan. Et d'un trait de plume, il risque de condamner l'usine et tous ses salariés, en pariant sur le fait que l'affaire serait vite bouclée à la veille de Noël.

Les salariés ont protesté et ne veulent pas en rester là. Mais s'ils ont raison de chercher des soutiens face à la casse sociale orchestrée par les grands groupes (et parfois les équipementiers eux-mêmes), encore faut-il cibler les vrais alliés et les faux amis... En effet, la CGT et le patron de l'usine ont envoyé ensemble une lettre à Macron pour dénoncer la désindustrialisation. Et en plus de ce curieux attelage entre patron et syndicalistes, ils ont fait signer leur bafouille à des élus de tous bords, de LFI à LR en passant par les socialistes et les macronistes ! Le Medef et l'UIMM du Morbihan ont également signé, à côté de Sophie Binet de la CGT.

Les syndicalistes qui prétendent obtenir gain de cause auprès de Renault avec autant de serviteurs du patronat mentent et nous mènent à la défaite. Les vrais alliés, ce sont les salariés en lutte pour leurs emplois. Et en ce moment, il n'en manque pas.

PAR HUGO WEIL • 07/01/2025

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE

# Ne comptons que sur nos luttes contre les politiques patronales, racistes et sexistes et votons pour la candidature du NPA-R !

Le député LFI-NFP fraîchement élu de cette circonscription a démissionné à la suite de révélations sur des faits de harcèlement et de violences sexistes. Dans cette législative partielle, les militants de notre organisation mettent en avant l'urgence sociale et dénoncent les ravages des politiques des gouvernements au service de la bourgeoisie soutenus par les candidates Gaillard-Minier (macroniste), et Béranger (LR). Pour faire entendre notre stratégie révolutionnaire qui s'oppose aux raccourcis et aux illusions institutionnelle, le NPA-R présente Baptiste Anglade et Raphaëlle Mizony à l'élection du 12 janvier 2025.

## UN TRAVAILLEUR ET UNE ÉTUDIANTE

Baptiste Anglade est éducateur de rue dans les quartiers populaires de l'agglomération grenobloise et syndicaliste. Il participe aux grèves du travail social avec ses collègues. Ils et elles se battent pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, comme beaucoup de travailleuses et travailleurs, et luttent aussi pour que les personnes accompagnées aient des conditions de vie dignes, contre la marchandisation du secteur, car nos vies valent plus que leurs profits !

Raphaëlle Mizony est étudiante en espagnol et porte-parole nationale du NPA jeunes Révolutionnaires. Comme beaucoup

**CONTRE LES POLITIQUES PATRONALES, RACISTES ET SEXISTES**

**NE COMPTONS QUE SUR NOS LUTTES**

**CANDIDAT**  
**BAPTISTE ANGLADE**  
Travailleur social dans l'agglomération grenobloise

**SUPPLÉANTE**  
**RAPHAËLLE MIZONY**  
Étudiante  
Porte-parole nationale du NPA jeunes Révolutionnaires

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES  
GRENOBLE

de jeunes, elle est de tous les combats contre le patriarcat et les violences sexistes, contre le saccage écologique, contre les violences policières et le racisme, en un mot pour une société débarrassée du capitalisme, une société commu

Nos candidats soutiennent les salariés de l'industrie chimique de Vencorex et Arkema en lutte contre les licenciements et mettent en avant la nécessité de généraliser ces grèves. Le « boîte par boîte » est une impasse, seule

l'action commune des différents salariés subissant les plans de licenciements ouvre des perspectives.

Face à Gerby (candidat « indépendant » mais macroniste aussi), notable et ancien président du Crif local ayant poussé à la criminalisation de notre organisation et à l'interdiction de nos réunions publiques, nous mettons en avant la solidarité internationale avec le peuple palestinien et la dénonciation du génocide en cours. Nous combattons le poison des idées d'extrême droite dont la

figure de proue est Lacroix, ancien de Reconquête recyclé au RN. Contre le racisme, nous défendons l'union des travailleurs et travailleuses contre leurs exploiters qui profitent des guerres impérialistes.

## UNE CAMPAGNE MILITANTE

Nous défendons la même politique, avant, pendant et après les élections. Le point d'orgue de cette campagne sera un meeting vendredi 10 janvier à Grenoble avec nos can-

RETROUVEZ NOTRE PROGRAMME DANS LA PROFESSION DE FOI



didats, mais aussi des représentants de la lutte de Vencorex et Gaël Quirante, porte-parole national de notre organisation.

Pour imposer nos revendications, pour remettre en cause le pouvoir qu'exercent les patrons sur nos vies, il faudra bien plus qu'un bulletin dans l'urne. Mais voter pour nous, c'est dire l'urgence de renverser la société capitaliste qui mène l'humanité à sa perte. C'est exprimer que, face aux trois blocs bourgeois qui se chamaillent à l'Assemblée nationale, il est nécessaire de constituer un pôle des révolutionnaires pour porter dans les luttes et dans la rue des perspectives pour la classe ouvrière !

## Solidarité internationale, répression d'État

Le 18 décembre dernier, une porte-parole du Collectif inter-organisations Palestine 41 a été convoquée par la police de Blois (Loir-et-Cher) et placée en garde à vue de 10 à 11 h 30 pour « apologie du terrorisme »... sans que des propos précis lui aient été précisés. À ce jour, elle ne sait même pas qui est à l'origine de la plainte.

Aux côtés de plusieurs dizaines de militants et militantes d'organisations politiques, syndicales et associatives du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire, une délégation du NPA-Révolutionnaires et du NPA jeunes Révolutionnaires de Paris était présente devant le commissariat.

Cette accusation s'inscrit dans la vague d'interdictions de manifestations, de rassemblements et de réunions publiques depuis le lendemain du 7 octobre 2023. Le gouvernement revendique ainsi qu'il n'inquiéterait pas Netanyahu s'il venait en France, malgré le mandat d'arrêt international. Mais sa police n'hésite pas à arrêter les militants et militantes de la solidarité internationale.

La procédure a finalement été classée sans suite par le parquet pour « défaut de caractérisation de l'infraction ». Le collectif a continué ses activités avant comme après la convocation, avec la diffusion de tracts devant une usine d'armement dans l'Indre et des rassemblements dans la région à Tours et à Vendôme, en présence de sa porte-parole. D'autres échéances sont prévues en janvier et en février. Cette procédure constitue cependant déjà une intimidation inacceptable.

### ARRESTATIONS ET CONDAMNATIONS À LA PELLE

Le même soir du 18 décembre, sept militantes et militants de l'association Europalestine ont eux aussi été placés en garde à vue pendant 40 heures à Nanterre pour avoir protesté contre l'organisation d'un match de basket avec l'équipe israélienne Hapoël Holon. La mairie de Nanterre avait décidé par arrêté de faire jouer cette rencontre à huis clos, mais sa décision a été annulée par le tribunal administratif à la demande de la préfecture des Hauts-de-Seine. Des militants ayant brandi des drapeaux palestiniens sont accusés d'avoir introduit dans le stade des objets « incitant à la haine et à discrimination à raison de l'appartenance à une race, religion, nation ». Outre une « contribution citoyenne » de 500 euros pour ceux qui ont pénétré quelques secondes sur le terrain avant de se faire violemment interpellés, deux militants passeront en procès à la fin du mois de janvier.

Le 2 décembre à Montpellier, un militant est passé en appel après avoir été condamné à un an de sursis avec inscription au fichier des auteurs d'infractions terroristes. Le lendemain se tenait dans la même ville le procès de deux militants de la campagne boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui avaient versé de la peinture rouge sur un drapeau des États-Unis en juin. L'un a été relaxé, l'autre condamné à une amende avec sursis.

Le même jour, à Tarbes, un militant a été condamné à une lourde amende pour avoir grimpé sur la grille de la prison de Lannemezan lors d'une manifestation pour Georges Abdallah en octobre 2023.

Le 19 décembre, à Paris, le militant du collectif Urgence Palestine Elias Imzalène a été condamné à cinq mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme », car il avait appelé à « l'intifada », c'est-à-dire à la révolte populaire.

Enfin, le 30 décembre, une nouvelle plainte a été déposée contre la députée européenne LFI Rima Hassan pour « apologie du terrorisme ».

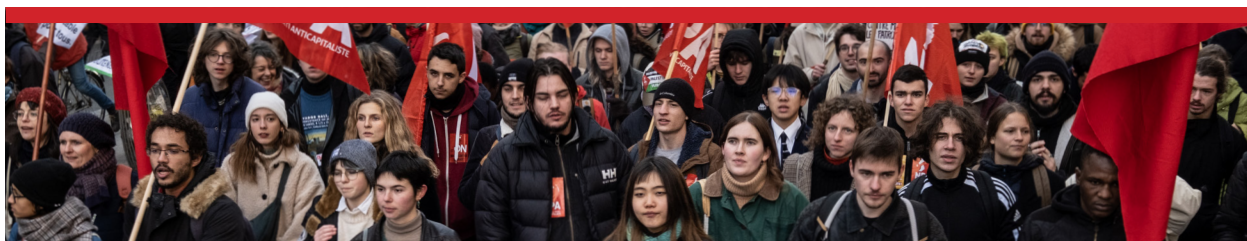
Un acharnement répressif aussi insupportable que vain face à une solidarité internationaliste qui, manifestement, dérange bien les États impérialistes.

PAR GAËL QUIRANTE • 07/01/2025

## DU 31 JANVIER AU 2 FÉVRIER 2025 : LE CONGRÈS DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE-RÉVOLUTIONNAIRES

Les assemblées locales de débat du congrès du NPA-R se poursuivent. Elles ont été l'occasion de revenir sur nos expériences de construction mais aussi de discuter de la situation politique intérieure et internationale. Les trois plateformes, Pf1, Pf2 et Pf3 présentées à la direction en novembre dernier et qui ont reçu respectivement 87 %, 9 % et 2 % des voix,

y sont discutées. Ces AG de débat seront suivies d'AG électives dans lesquelles les trois plateformes seront soumises au vote de tous les militants. Ce résultat permettra d'élire proportionnellement les délégués pour le congrès ainsi qu'un nouveau comité politique national (CPN), la direction du NPA-R.



### PLATFORME 1

## Partir de ce que nous sommes déjà pour construire le parti que nous voulons

Les débats des AG locales ont largement porté sur la situation politique internationale, dominée par les rivalités inter-impérialistes aux conséquences dévastatrices pour les travailleurs et les peuples. Rivalités dont les États-Unis et l'Otan portent la responsabilité principale mais avec la Russie et la Chine qui comptent bien se frayer une belle place dans cette caverne de brigands impérialistes.

Nous avons réussi à dépasser le processus de scission-exclusion orchestré par le NPA-L'Anticapitaliste. Cela a été possible, car la majorité du CPN a mis au centre la politique et la construction d'un outil pour cette politique. Nous partons, en effet, d'une analyse commune de la situation et des tâches qui nous permet de combattre le « campisme » et le suivisme pro-Otan. Oui, le NPA-R défend le retrait des troupes russes d'Ukraine. Tout comme il défend le retrait des troupes de l'Otan en Europe de l'Est. Nous refusons toujours de nous aligner sur le nationalisme bourgeois et réactionnaire que représente le Hamas sans jamais oublier notre soutien inconditionnel au peuple palestinien et la responsabilité première de l'État criminel d'Israël, gendarme des puissances occidentales dans la région. Dans un monde où les rivalités inter-impérialistes font rage depuis que le

capitalisme a été restauré en Russie et s'est développé de la manière la plus agressive en Chine, nous n'avons qu'un seul camp, celui des travailleurs et des travailleuses, opposé à la bourgeoisie. L'époque que nous allons affronter sera celle des guerres et des révolutions et pour cela nous avons besoin d'un parti des travailleurs, communiste et internationaliste, donc de l'héritage politique du trotskisme. Nous sommes en train de dépasser le « front de fractions » qu'était le NPA tout en construisant un premier cadre commun d'unité des révolutionnaires. Non pas en nous centrant sur notre auto-construction mais bien en discutant programme : analyse de la situation et des tâches pour intervenir. Sur la Palestine, dans le mouvement de grève des retraites chez les travailleurs ou dans la jeunesse avec l'expérience menée lors de la coordination nationale étudiante notamment. Évidemment, lorsque nous avons assumé l'existence des révolutionnaires face à la gauche institutionnelle lors des élections européennes et législatives alors même que le NPA-L'A s'y ralliait. Mais aussi vis-à-vis des révolutionnaires en défendant notre candidature comme un outil pour un pôle des révolutionnaires. C'est bien de la responsabilité de la majorité de garantir que ce débat

politique et parfois contradictoire aille au bout. Nous faisons du droit de tendance et de fraction un des acquis de notre courant historique. La majorité du CPN a rompu avec la politique du NPA en « front de fractions ». C'est le choix que l'Étincelle et A&R ont fait dès la scission de fin 2022, car les désaccords politiques devenus résiduels dans le NPA-R ne justifiaient plus une existence si séparée. Fusionner déjà dans le NPA-R est un acquis modeste mais bien réel pour le mouvement révolutionnaire. C'est le choix que propose aujourd'hui bien plus largement la plateforme 1 à l'ensemble de l'organisation. Cela veut dire participer aux cadres politiques de l'organisation qui élaborent ce programme : le comité de publication du journal, les commissions d'organisation des rencontres nationales ouvrières, rencontres d'été révolutionnaires et week-ends de formation jeunes... événements auxquels nos lecteurs sont chaleureusement invités !

**Participer à la construction d'un parti des travailleurs communiste et internationaliste en somme, mais pour cela, encore faut-il lui donner la place centrale qui lui revient dans la séquence politique de crises, guerres et révolutions que nous traversons.**

# PLATEFORME 2, DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE

## Deux orientations divergentes et une motion pour se rassembler

Ce premier congrès du NPA-R intervient dans un moment charnière où la crise sociale et politique que connaît le pays se combine avec l'accès au pouvoir, le 20 janvier, de Trump-Musk alors que les guerres sans fin d'Ukraine et du Moyen Orient poursuivent leur œuvre criminelle et destructrice au nom de la défense des intérêts de l'Occident, c'est à dire des vieilles puissances impérialistes. L'arriération de leur société de classe et d'oppression, le racisme et la xénophobie exacerbent les drames provoqués par la crise climatique dont Mayotte devient le terrible symbole.

La déroute globale du capitalisme financiarisé mondialisé, qui concentre toujours plus de richesses entre les mains de quelques milliardaires au détriment des hommes, des peuples, de la nature surexploités pour permettre au Moloch de la finance d'assouvir ses appétits inépuisables, est le moteur de cette régression économique, sociale, politique et écologique.

Elle nourrit l'extrême droite, la menace de dictatures populistes pour poursuivre leur guerre contre les travailleurs et les peuples.

Nous sommes entrés dans une nouvelle époque qui rompt toutes les routines. Face aux évolutions et bouleversements en cours, nous pensons que les différentes fractions qui composent le mouvement révolutionnaire devraient avoir à cœur d'engager une politique visant à unifier notre mouvement, à encourager toutes celles et ceux qui ont perdu toute confiance dans les appareils de la gauche syndicale et politique à y prendre leur place pour prendre en main la construction de leur propre organisation.

Dès le lendemain du congrès de la scission-exclusion-explosion du NPA, organisée il y a plus de deux ans par la section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale, nous proposons d'organiser au plus vite un congrès de refondation du NPA afin de

redonner une dynamique à notre projet initial de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires en rompant avec les ambiguïtés et confusions qu'ilustrait la campagne présidentielle de Philippe Poutou. La direction constituée par l'alliance d'AetR et de L'Étincelle s'y est opposée. Aujourd'hui encore elle est tout entière consacrée à sa propre construction au nom de l'orientation « *prendre appui sur ce que nous sommes déjà pour construire le parti que nous voulons* ».

Nous sommes confronté·es aujourd'hui à des évolutions accélérées du fait de la crise globale du capitalisme financiarisé mondialisé et de la fin des partis nés de l'histoire des luttes de classe, le PC et le PS, et de l'impossibilité de la formation de nouveaux partis réformistes au sens où le furent ces derniers. A l'opposé, les possibilités de l'émergence, de la construction d'un parti des travailleurs·ses se renforcent. Y contribuer implique de faire du neuf, de rompre

avec la logique sectaire, de divisions et d'échecs du mouvement révolutionnaire.

C'est pourquoi nous participons avec les camarades de Socialisme ou barbarie et des camarades hors courants à la motion « *Pour un pôle des révolutionnaires, faire vivre la démocratie* ». Elle est initiée par des camarades qui, sans être d'accord sur tout, ne veulent pas que la perspective d'un pôle des révolutionnaires demeure une posture, une proclamation par crainte d'engager une réelle discussion sur la période et les tâches du mouvement révolutionnaire.

C'est dans ce sens que ce congrès devrait lancer un appel qui trace la voie du regroupement en reprenant la démarche démocratique, unitaire que formule la motion « *Pour un pôle des révolutionnaires, faire vivre la démocratie* ».

**PLATEFORME 2**  
(CONTACTS@NPA-DR.ORG)

# PLATEFORME 3, SOCIALISME OU BARBARIE

## Refonder le parti pour une nouvelle étape de la lutte des classes

Le 1<sup>er</sup> congrès du NPA-Révolutionnaires se déroule dans un contexte international marqué par les guerres, le retour au pouvoir de Trump, l'affaiblissement de la démocratie bourgeoise, la montée de l'extrême droite ou encore la crise écologique.

Une nouvelle étape de la lutte des classes à l'échelle internationale se profile, caractérisée par la tendance vers l'instabilité. La conjoncture est réactionnaire, mais la réversibilité de la lutte des classes pourrait ouvrir la voie à de nouvelles situations révolutionnaires. Dans ce contexte, il est important de rouvrir le débat stratégique pour dépasser la crise d'alternatives, approfondir le bilan du XX<sup>e</sup> siècle et repenser par nous-mêmes un projet de révolution socialiste pour la période à venir.

Dans une instabilité croissante en France, Macron se permet des avancées autoritaires et antidémocratiques. Face à l'offensive patronale, la scission du NPA constitue un recul contre lequel nous avons lutté. Mais il est vrai aussi que cette crise offre des possibilités si nous savons identifier les raisons de l'échec du projet fondateur du NPA. L'enjeu de ce congrès est de permettre la refondation du NPA-R sur des bases programmatiques et sur des prémisses stratégiques en lien avec la nouvelle étape de la lutte des classes.

La lutte des classes laisse peu d'espace pour des positionnements défaitistes. Nous observons à l'international des grèves pour les salaires et contre la vie chère dans de nombreux pays. De nouvelles générations de jeunes tra-

vailleurs.euses sont dans la bagarre pour défendre leurs conditions de vie face aux attaques des gouvernements capitalistes. D'autre part, les mouvements féministe, pour les droits LGBTI et antiracistes forment un contrepoids progressiste à la vague réactionnaire internationale. Une expression politique révolutionnaire doit être capable de regrouper, de dialoguer avec ces mouvements existants pour leur donner une perspective d'ensemble et élaborer des consignes transitionnelles.

Nous assistons à un recommencement historique de l'expérience des exploités.es et des opprimés.es. Construire un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière et la jeunesse est in-

dispensable pour que la population révoltée pense à des perspectives d'ensemble, afin de transformer les révoltes en révolutions. Les phénomènes internationaux de luttes qui dépassent les limites des frontières mettent également sur la table la nécessité urgente de la construction d'une internationale révolutionnaire.

Pour construire un parti, il nous faut élaborer un programme, des définitions stratégiques, des stades de constructions. Après la scission du NPA, la gauche révolutionnaire a besoin de se refonder en France ; ce congrès est l'occasion de poursuivre cet objectif. Pour transformer les révoltes sociales en véritables révolutions socialistes.

**POUR NOUS ÉCRIRE : NPASOCIALISMEOUBARBARIE@GMAIL.COM**



## 725 000 EUROS ENTRE DÉCEMBRE 2023 ET DÉCEMBRE 2024 : DES SOUSCRIPTIONS RÉUSSIES !

Le NPA-Révolutionnaires s'était donné l'objectif de réunir 50 000 euros en cette fin d'année : c'est près du double qui a été récolté ! Ce résultat est le fruit d'efforts militants pour solliciter des proches, des amis, des sympathisants. Quelques lecteurs de notre journal ou du site internet ont également apporté leur contribution spontanée. 180 militants et sympathisants ont participé à cette dernière réussite, dont huit sur dix ne sont pas adhérents. Cette souscription aidera à organiser et animer des manifestations, diffuser nos idées et perspectives dans les entreprises et les quartiers ou sur les murs. Elle servira aussi à consolider le rachat intégral du local historique du NPA à Paris, de le remettre en état et de l'équiper pour qu'il devienne un lieu vivant où s'organisera l'activité militante francilienne et nationale.

Le pari n'était pas gagné d'avance, car deux vagues de souscription avaient déjà beaucoup mobilisé notre parti et son entourage : pour être présent aux élections européennes, il avait fallu rassembler 630 000 euros entre fin 2023 et début 2024. Puis sont arrivées les élections législatives, pas prévues celles-là, où notre parti a fait le choix d'apparaître, certes à une petite échelle, mais suffisamment pour y défendre une perspective de lutte, sans illusion sur les capacités de la gauche institutionnelle à faire reculer les idées d'extrême droite.

Nos tâches politiques sont nombreuses face à un monde capitaliste qui ne promet que la guerre et la régression sociale. Parvenir à les financer en est une. Et nous remercions pour cela tous ceux qui nous y ont aidés par leur don... et ceux qui nous aideront encore.

## HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

### DOUARNENEZ 1924-1925 : « OH JAMAIS, JAMAIS, NOUS N'OUBLIERONS TOUT CE QUI A ÉTÉ FAIT POUR NOTRE VICTOIRE. »<sup>1</sup>

À u début du xx<sup>e</sup> siècle, combats politiques et révoltes sont fréquents pour les travailleuses et travailleurs des ports bretons. En 1905 à Douarnenez, une grève permet d'obtenir le salaire à l'heure et non plus « à la pièce ». Localement, *L'Internationale* se voit ajouter cinq nouveaux couplets et devient une *Internationale des femmes* : *Debout les Femmes de la Terre. Debout les femmes car demain...* Puis, en 1909, 1400 soldats écrasent une grève de pêcheurs. Un militaire pour dix habitants. En 1914, des travailleuses du pays bigouden tentent d'obstruer les voies ferrées menant les hommes à la guerre et qui les ramèneront à l'état de cadavres ou de meurtriers. À l'été 1917, les ouvrières douarnenistes mènent une grève à l'échelle de la localité. Les salaires horaires des femmes passent alors de 25 à 35 centimes !

En 1921, dans le Finistère ou les Côtes-du-Nord, plus de 80 % des syndicats participent à la fondation d'une nouvelle CGT nommée unitaire. Elle groupe partisans de la révolution russe et héritiers de l'anarcho-syndicalisme dont les principes rejettent la collaboration de classe et l'électoratisme. Les joues de pêcheurs bretons sont alors barrées de favoris, emblème des mutineries de la mer Noire. Diverses grèves éclatent dans les conserveries. Aux revendications salariales se mêlent diverses contestations de l'autorité patronale.

Fin 1924, une grève se généralise à nouveau à Douarnenez. 2000 à 3000 salariés se mobilisent, dont 75 % de femmes. Malgré bien des difficultés, ouvrières et militants unitaires tentent d'étendre le conflit aux pêcheurs et dans les ports avoisinants. Les ouvrières gagnent alors 80 à 90 centimes de l'heure : moins d'un tiers du salaire « normal » de l'époque. La main-d'œuvre représente 5 % du coût de production d'une boîte de sardine.

La revendication salariale se résume à 45 centimes d'augmentation horaire. Un comité central de grève compte quinze membres, dont deux dirigeants de la CGTU venus de la fédération de l'Alimentation et de la Commission féminine. Cinq ouvrières d'usine en font partie. Des réunions plénières de grévistes suivent des manifestations très fréquentes. Les slogans ciblent le chef du syndicat patronal et trois autres patrons dénoncés comme « maquereaux » c'est-à-dire harceleurs et violeurs. Le vote en réunion est constant. Deux militants communistes présents sur place indiquent : « Le comité de grève fut un véritable soviét, dirigeant toute la ville pour le bien du mouvement ouvrier. »<sup>2</sup>

Après quelques semaines, les pêcheurs ne sortent plus en mer. L'extension aux autres ports du littoral devient

crédible et des mouvements sporadiques sont difficilement contenus. Après de longues discussions qui occupent le premier mois du conflit, le comité de grève « autorise [les pêcheurs] à sortir en mer pour l'approvisionnement de la population en poisson frais et la vente aux mareyeurs qui n'ont pas d'usines de conserve. Ils devront à leur débarquement faire une part de pêche qui sera répartie par les soins du Comité

Le 22 novembre 1924, le PC rédige une circulaire interne destinée aux militantes et militants qui ignoreraient que les exigences d'égalité s'étendent aux couples : « On dira : l'homme doit aider la femme dans le ménage, doit faire les gros travaux, doit laisser des heures libres à sa compagne pour lui permettre d'assister aux réunions, de lire les journaux et de participer aux travaux de cellule avec sympathie. » Le même jour,



de grève aux grévistes et aux cantines. » Le comité de grève s'engage à acheter, à la place des usiniers, le poisson pêché. Plus besoin de patrons.

Stupides et violents, ces derniers font embaucher des briseurs de grève qui jouent du revolver contre des ouvriers et militants communistes. Cinq sont blessés, dont le maire communiste. Devant la colère, le chef du syndicat patronal fuit au Maroc tandis que ses anciens amis cèdent et acceptent de signer un contrat collectif reconnaissant de faibles augmentations de salaire, des principes élémentaires du droit du travail et comptant pour première clause « Aucun renvoi pour faits de grève et action syndicale ». Les patrons ne décident plus seuls de l'embauche. La victoire est importante et vécue comme telle. Célébrée aujourd'hui, elle n'est qu'une des multiples batailles menée par le prolétariat du littoral breton durant des décennies. Leur fréquence, leur apreté et leurs multiples péripéties empêchent de toutes les évoquer ici. Signalons néanmoins une certaine particularité des grèves de Douarnenez.

des tracts de la SFIC s'adressent aux ouvrières : « Tu ne connais que les tristesses de la maternité et non ses joies. En attendant qu'une société bien organisée mette l'enfant à la charge de l'État, tu dois exiger quatre mois de congés, deux avant, deux après tes couches à salaire entier. Pour ne pas être privée de ton petit, pour pouvoir surveiller sa croissance et profiter de ses sourires, tu dois exiger qu'une crèche soit installée à ton usine. » Dans le même temps, le papier dénonce les « repopulateurs », il appelle les ouvrières à « s'occuper des grandes affaires du pays » et à conquérir leurs « droits politiques ». À la fin de la grève, malgré la pression du clergé et de l'État, d'anciennes sardinières en grève fondent une organisation de jeunesse communiste. Contre le mariage et la maternité subie, des militantes y promeuvent alors la contraception, l'avortement et l'union libre. Un combat à poursuivre.

PAR C.M. • 05/01/2025

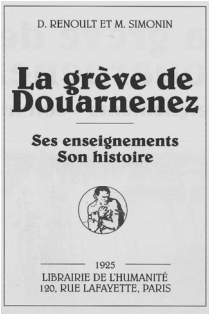
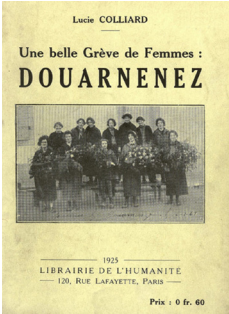
1. Ouvrières anonymes citées par Lucie Colliard (*Une belle Grève de femmes : Douarnenez*, Librairie de l'Humanité, 1925).

2. Maurice Simonin et Daniel Renoult, *La grève de Douarnenez, ses enseignements, son histoire*, Librairie de l'Humanité, 1925.

DOUARNENEZ : GRÈVE DES PENN SARDIN 1925-2025

Le comité Trégor Argoat des « amies et amis de la Commune de Paris 1871 » propose une conférence vendredi 10 janvier à 18 h 30 sur cette grande lutte ouvrière. Le comité Nathalie Le Mél du NPA-R, seul parti membre à qualité de l'association, soutient le travail de mémoire sur les luttes passées. L'industrie agro-alimentaire, comme au temps des sardinières, est une grande pourvoyeuse de bas salaires, de conditions de travail dangereuses et pénibles. Et dirigée par un patronat privé ou « coopératif » manifestant une volonté identique d'exploitation éhontée des travailleuses et travailleurs, des ressources de la terre ou de la mer, des pêcheurs et des paysans et, in fine, des consommateurs avec des produits transformés dans la plus grande opacité... Longtemps considéré comme retardé et rétrograde, parlant un « idiome bas-breton », conservatrice entre les mains des curés, la classe ouvrière de Bretagne entrait dans l'histoire sociale sept années après la révolution d'Octobre... Bienvenue au bar associatif de Guingamp « L'Annexe » pour cette conférence et crier « PEMP REAL A 'VO » : « Cinq réaux [1,25 francs] nous aurons ».

PAR LE COMITÉ NATHALIE LEMEL DU NPA-R • 04/01/2025



>> SUR LE SITE

Pour retrouver tous nos articles et brèves culture (livres, films, expositions, etc.) : npa-revolutionnaires.org



LIVRES

MAYOTTE, DÉPARTEMENT COLONIE

RÉMI CARAYOL  
La Fabrique, 2024, 15 €

L'ouvrage de Rémi Carayol sur Mayotte (où il a vécu en tant que journaliste) balaye les multiples facettes – économique, sociale, culturelle, politique – de l'histoire de cette île de l'archipel des Comores, située à 8 000 kilomètres de l'Hexagone et devenue 101<sup>e</sup> département français en 2011. Il s'agit d'un pamphlet contre l'impérialisme français et des dirigeants politiques, tout particulièrement de droite et d'extrême droite (dans le silence voire la complicité de ceux de gauche), qui se sont acharnés pendant des décennies, en assujettissant des notables locaux, à arracher cette île au reste de l'archipel des Comores à laquelle elle appartient. D'en faire une entité administrative puis département français tandis que les Comores choisissaient l'indépendance en 1975. Donc à disloquer et déchirer le peuple comorien possédant pourtant une évidente histoire commune, par-delà ses diversités. Et pire, à faire des habitants des trois autres îles (Grande Comore avec sa capitale Moroni, Anjouan et Mohéli) des étrangers sur l'île de Mayotte. Des étrangers qui sont devenus les cibles d'un racisme exacerbé, des ennemis à chasser voire à abattre. Et pourtant, des Comoriens et Comoriennes arrivent en nombre croissant à Mayotte. Avec ou sans papiers, ils y représentent plus de 50 % de la population. Mais ils y sont des « étrangers », que la France a fabriqués par sa politique et ses lois séparatistes.

LE COMBLE DU « DIVISER POUR MIEUX RÉGNER »

Le paradoxe est extrême : des Noirs majoritairement musulmans qui peuplent l'île se sont mis à adhérer aux thèses d'une droite et extrême droite françaises racistes et islamophobes. Jusqu'à adopter la même logorrhée raciste que les colonisateurs. Jusqu'à soutenir la violence des colonisateurs – des Darmanin qui rasent les bidonvilles (avec son expédition Wuambushu, en septembre 2023), expulsent à tour de bras (environ 25 000 personnes par an ces dernières années). Jusqu'à soutenir des « reconduites à la frontière »... frontière que l'impérialisme français a lui-même érigée entre deux îles. Et jusqu'à aller voter pour la droite conservatrice et l'extrême droite françaises. Aux présidentielles de 2022, Marine Le Pen est arrivée largement en tête. Aux législatives de 2024, une candidate du RN, Anchya Bamana, a été élue dans la deuxième circonscription du département. C'est en sa compagnie que Marine Le Pen a arpenté récemment les quartiers dévastés par le cyclone, mais aussi par cette politique.

OUI, UNE COLONIE

L'auteur souligne qu'on parle beaucoup, à propos de Mayotte, d'« immigration », d'« insécurité », de « misère », mais pas de « colonie » ! La longue et singulière histoire de cette île est pourtant celle d'un colonialisme français qui

n'est pas mort. Encore en 2010, Nicolas Sarkozy débarquait à Mayotte en déclarant : « Vous êtes français, mes compatriotes de Mayotte, depuis 1841, depuis bien plus longtemps que nos compatriotes de Nice et de la Savoie. » L'ouvrage s'attache à rappeler le rôle de l'extrême droite française, dont les royalistes de l'Action française dans les années 1960 et suivantes ; le rôle de la droite conservatrice gaulliste (avec Messmer et Debré) mais seulement : le rôle aussi de l'armée et des services secrets français. Car une longue suite de coups tordus a permis à la France de préserver sa présence dans cette partie de l'océan Indien, y garder une base militaire, contrôler le canal du Mozambique et les pays africains environnants, protéger les profits de TotalEnergie dans la zone.

COUPS DE FORCE CONTRE LES COMORES AUSSI

L'auteur rappelle que l'impérialisme français s'est également ingéré dans les affaires des Comores indépendantes, pas seulement des relations officielles, mais officieuses et musclées ! Entre autres par des interventions du mercenaire d'extrême droite Bob Denard. L'individu débarque aux Comores en 1975, à l'indépendance et pour la neutraliser, avec des soldats et des armes, pour démettre un président. Trois ans plus tard, en 1978, il trempe dans l'assassinat du président suivant. Il reste dans le pays pendant onze ans, bras droit du régime d'un Abdallah qui torture ses opposants... mais meurt assassiné en présence de Bob Denard. « Un regrettable accident. » Bob Denard est jugé à Paris... et acquitté en 1999. Entretemps, il retourne aux Comores en 1995, à nouveau pour destituer un président. Toujours avec des complicités françaises. Du rocambolesque, mais sinistre. L'appui multiforme de la France à des dictateurs des Comores a contribué à pourrir la vie des habitants et à faire préférer à certains d'entre eux la fuite à Mayotte.

On ne peut pas rapporter ici la richesse de ces 200 pages. On ne peut qu'inciter à les lire !

PAR MICHELLE VERDIER • 07/01/2025

NATHALIE LEMEL, UNE BRETONNE SUR LES BARRICADES DE LA COMMUNE

MICHELLE BRIEUC  
Transmettre, 124 p., 20 €

Un ouvrage consacré à Nathalie Lemel, grande figure libre de la Commune de Paris et Bretonne de surcroît ! La vie et le combat de cette femme d'exception, féministe avant l'heure et malheureusement inconnue du grand public, mérite d'être réhabilitée ; son sens profond de l'humanité et de la justice qui la poussa à la rébellion en 1870, marque une époque importante dans la vie des femmes et dans l'action pour la liberté de tous !

Son histoire est fabuleuse, à laquelle rien ne prédestinait cette femme issue d'une famille plus que modeste. Par son courage et son intelligence, le « sacrifice » de sa personne n'aura pas été vain.

C'est un destin hors du commun que le combat mené par Nathalie Lemel qui est encore aujourd'hui une personne vers laquelle nous pouvons nous tourner, son exemplarité et sa force mentale permettront aux lecteurs de comprendre les articulations d'un passé qui ressemble encore au présent par certains côtés.

L'écriture ciselée de Michelle Brieuc, sa précision, nous emportent assurément sur les barricades !

Michelle Brieuc est auteure-conférencière, récompensée par de nombreux prix littéraires. Ses écrits trouvent leur source dans des contextes historiques qui mettent en scène et en mots, entre réalité et fiction, des personnages aux parcours de vie faits de force, de passion et d'aventure.

PAR I.R. • 07/01/2025



## De quoi leur « guerre contre la drogue » est-elle le nom ?

La semaine dernière, le député FI de Marseille, Sébastien Delogu, a déclaré qu'il voulait confier la vente de cannabis aux dealers en cas de légalisation. Cette déclaration a fait réagir les Retaillieu, Darmanin et autres réactionnaires de bas étage qui sont les partisans de la politique répressive actuelle. Il faut dire que celle-ci cartonne, avec près de 10 000 personnes incarcérées pour consommation ou vente de stupéfiants ! En novembre 2024, les Français étaient les plus gros consommateurs de cannabis (par personne) en Europe, devant les pays où le commerce de cannabis est légalisé... ou en passe de l'être ! La consommation de cannabis totale en France serait passée de 225 tonnes à 360 tonnes en dix ans.

### UNE HYPOCRISIE SANS BORNES AU PROFIT DU CONTRÔLE SOCIAL

La « guerre contre la drogue » menée successivement par la droite et la gauche n'en est pas une. L'État ne cherche pas à s'en prendre au trafic de drogue - dont les patrons sont de véritables capitalistes - mais à justifier la guerre sociale contre les quartiers pauvres. Sous prétexte de lutte contre les dealers, les flics se permettent de contrôler au faciès jour et nuit les jeunes des quartiers populaires, un véritable harcèlement, sous prétexte que ceux-ci « traînent » dans leur quartier, c'est-à-dire là où ils vivent ! Mais en réalité, l'écrasante majorité (quatre sur

cinq) des condamnations concerne les consommateurs et pas les dealers - ou alors, seulement les plus petites mains de cette « industrie ».

Quant à la vraie misère sociale, celle qui entraîne des jeunes à se tourner vers le deal pour « s'en sortir », rien n'est fait. Les quartiers populaires sont doublement victimes. De la violence associée au trafic et de la circulation de drogues destructrices d'une part. Des politiques anti-sociales et répressives qui se multiplient depuis des décennies de l'autre : fermeture des MJC (maison des jeunes et de la culture), arrêt du financement d'associations, remplacement des éducateurs spécialisés par des flics, etc. Quant aux jeunes qui pensent échapper à leur condition grâce au trafic, ils sont exploités pour des revenus de misère, en première ligne lors des règlements de compte pour assurer des milliards de profits à de véritables multinationales.

### UNE POLITIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE ?

Le tabac ou l'alcool sont des drogues (aujourd'hui) légales qui permettent à des capitalistes tout aussi meurtriers de brasser des milliards en bousillant des vies, à l'image des industriels de l'agro-alimentaire qui saturent leurs produits de sucre... L'alcool tue 50 000 personnes en France tous les ans, de manière totalement publique et légale ! Sans parler des cancers et des problèmes de santé engendrés par l'industrie du tabac qui tue près d'une personne sur quatre. Face à ces drogues légales, les trafiquants de drogues illégales ont de quoi être jaloux, et le paradis qu'une légalisation leur ferait atteindre n'aurait rien d'artificiel. Les habitants des quartiers en butte avec ce trafic n'ont en tout cas rien à attendre, ni de la répression, ni de la légalisation pour améliorer leur sort.

PAR ANATOLE BIAC • 07/01/2025

## PREMIER JOUR DE L'ANNÉE, PREMIER FÉMINICIDE...

Il n'aura fallu que quatre heures pour que 2025 connaisse son premier féminicide. Un record dont on se passerait bien... En moyenne dans le monde, une femme est victime d'un féminicide toutes les dix minutes. Isabelle a été rouée de coups à mort par son conjoint parce

que celui-ci la soupçonnait de le tromper. Une « bêtise », d'après lui. Loin d'en être une, ce type d'acte s'inscrit dans le fonctionnement « normal » du patriarcat dans le régime capitaliste, où, au sein du foyer, les femmes sont soumises à la violence du conjoint ou ex.

## Augmentation des infections sexuellement transmissibles dans la jeunesse

Depuis plusieurs mois, l'Organisation mondiale de la santé tire la sonnette d'alarme : les infections sexuellement transmissibles (IST) circulent de plus en plus chez les 15-24 ans. Aux États-Unis, on parle d'une épidémie incontrôlable, notamment de syphilis.

Si l'augmentation du nombre de cas de syphilis, de chlamydia et de gonococcies peut être en partie expliquée par l'augmentation du nombre de dépistages, près de 50 % des cas concernent les 15-24 ans, et les chiffres ne cessent d'augmenter, y compris en France, où le gouvernement se targue d'avoir rendu les préservatifs gratuits pour les jeunes. Pourtant, ces derniers se protègent de moins en moins, l'usage du préservatif

baisse drastiquement lors des premières expériences, sans parler de son absence malheureusement fréquente lors des rapports oraux.

Si les personnes LGBTI sont toujours plus touchées, c'est toutes les sexualités qui sont concernées par cette augmentation des transmissions d'infections. Alors que les enfants ont de plus en plus tôt accès à des contenus pornographiques, sexistes et violents, qui participent à construire leur rapport à la sexualité, moins de 15 % d'entre eux bénéficient d'éducation sexuelle et affective à l'école, enseignement pourtant obligatoire. La faute aux gouvernements successifs qui réduisent le peu d'heures dédiées à ces cours ou les moyens aux associations... et à l'extrême droite qui lutte contre toute éducation sexuelle à l'école sous prétexte de « protéger les enfants ». Main dans la main avec la puissante industrie capitaliste du porno, leurs délires homophobes, leurs idées puritaines nous pourrissent la vie.

PAR ABEL TOSHED • 07/01/2025

## DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, UN NOUVEAU MINISTRE POUR UNE POLITIQUE TOUJOURS PLUS INÉGALITAIRE



OCTOBRE 2024, HERMANN CLICK

### PHILIPPE BAPTISTE : UN MINISTRE DÉLÉGUÉ CORPORATE

C'est bon, M. Baptiste a mis à jour son LinkedIn en déclarant qu'il était maintenant ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Avant de devenir PDG du Centre national des études spatiales en 2021, il avait constamment valsé entre privé et public comme un intérimaire polytechnicien. Il fut conseiller ministériel, puis directeur chez Total, ensuite directeur de cabinet ministériel de Vidal (qui a mis en place Parcoursup)... puis de retour chez Total ! Avant de devenir conseiller d'Édouard Philippe quand celui-ci était Premier ministre, avant de devenir partenaire directeur de l'entreprise de consulting BCG. Sacré CV ! Pas étonnant que la bourgeoisie lui fasse confiance pour poursuivre la politique de sélection et de tri social dans les facs.

### PARCOURSUP : UNE PLATEFORME QUI DISSUADE LES JEUNES DE LEURS FORMATIONS DE CHOIX

À partir de mi-janvier, il sera possible de déposer ses vœux sur Parcoursup pour tenter d'accéder à l'enseignement supérieur. La plateforme de sélection sociale, qui a mis sur le carreau 245 000 candidats et candidates (un tiers !) l'an dernier, présente des nouveautés. Celles-ci sont annoncées comme des améliorations de la transparence. Elles ne sont pourtant que des moyens mis en place pour faire accepter aux étudiants leur sort, sans y apporter de réel remède. Chaque formation affichera désormais ses taux d'acceptation et ses chiffres de débouchés professionnels. Vous ne pourrez pas vous plaindre si vous n'êtes pas accepté, de toute façon vous avez été mis au courant ! De plus, la plateforme permet de simuler votre éventuelle acceptation dans une formation, selon votre profil. Tous ces outils pour bien vous faire comprendre que si vous n'êtes pas accepté, c'est que cela ne découle que de vous, et non des mesures austéritaires renforçant la discrimination sociale.

PAR ASWIN • 07/01/2025



**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM @npajeunes\_revo

**NPA**  
**JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES